4e Année, N° 69 - 1er Décembre 1928

Prix : [illegible]

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

Administration et Rédaction : 96, Quai de Jemmapes -:- PARIS (10e)

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste
(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Administr. 96, Quai Jemmapes PARIS-Xe

Téléphone : Combat 08-02

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES
MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)

Les Notes Economiques (R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres (De tout et de tous)

A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, A. Richard, etc.).

Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Aufrère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. et J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Marzet, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, A. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval, etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois....... 20 fr. Un an......... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois ...... 26 fr. Un an......... 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction à : L. Marzet.

La correspondance relative à l'Administration aux camarades Busseuil ou Barat.

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99.

Permanence pour la Rédaction et l'Administration :
Tous les jours, sauf le dimanche, de 5 à 7 heures.

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible :

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice Chambelland, 96, quai Jemmapes, Paris-Xe.

Conservez la collection de la "Révolution Prolétarienne"

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à toute militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927.

Les numéros d'une année : 40 francs.

Reliés « Selflior » : 48 fr. 50 (franco 50 fr. 50).

HENRI BERGSON, PHILOSOPHE DE L'HOMME D'AFFAIRES

Presque dès ses premiers écrits, Bergson fut considéré comme le plus grand philosophe de son époque ; le prix Nobel qui vient de lui être décerné, et qui, pour la première fois, je crois bien, est attribué à un philosophe, consacre ce jugement. C'est à juste titre. Bergson est, et doit être, pour la classe dominante, un grand philosophe, parce que sa philosophie est l'expression même du type le plus dominateur de la classe actuellement dominante ; elle est la philosophie de l'homme d'affaires, catégorie dominante de la bourgeoisie.

Par homme d'affaires, j'entends principalement cette catégorie d'hommes qui sont mi-industriels et mi-banquiers, — pas entièrement industriels, car s'ils ont des lumières sur toutes les industries, ils n'en connaissent réellement aucune, — pas entièrement banquiers, car ils ne se contentent pas de prêter de l'argent, mais l'emploient eux-mêmes, directement, dans des affaires qu'ils dirigent réellement de leur personne; les Loewenstein, les Homberg fournissent des exemples particulièrement représentatifs de ces hommes d'affaires, mais on en trouve de semblables comme animateurs dans presque toutes les entreprises tant soit peu importantes.

Le point principal de la philosophie bergsonienne est, en effet, que ce qui est essentiel à l'homme, ce qui est la raison de tout progrès humain, c'est sa faculté d'intuition. L'intuition n'est pas l'intelligence, qui se contente de comprendre, mais ne saurait par elle-même faire agir; elle n'est pas l'instinct, qui lui, fait agir, mais agir sans comprendre : elle est un composé de l'intelligence et de l'instinct. Se basant sur ce que l'on sait, sans cependant que ce que l'on sait puisse permettre de déterminer avec certitude dans quel sens il faut agir, on se trouve agir dans la bonne direction en vertu d'une sorte de force intérieure. Un instinct orienté par l'intelligence, telle est l'intuition.

Or, quelle est la qualité maîtresse de l'homme d'affaires si ce n'est précisément la faculté d'intuition? C'est par intuition que l'homme d'affaires agit; c'est par intuition qu'il décidera de lancer telle affaire, et d'en refuser telle autre. Ce n'est pas, en effet, par science : il n'est pas un « spécialiste »; il est loin de connaître, non seulement dans les détails, mais même souvent dans ses principes généraux, l'industrie à laquelle il décide de s'intéresser; la preuve en est dans la diversité de nature des industries auxquelles il participe; Loewenstein faisait de la soie artificielle et de l'électricité; Homberg plante du caoutchouc, comme il vend de la soie, ou construit du matériel de chemins de fer. Néanmoins, il serait faux de prétendre que l'homme d'affaires agit à l'aveuglette, qu'il se laisse aller à l' « inspiration », comme le joueur ou le spéculateur vulgaire ; c'est en vertu de ses connaissances générales, parce qu'il connaît les tendances de l'industrie, la situation des marchés, parce qu'il connaît les hommes aussi, qu'il sent qu'il faut marcher ou ne pas marcher dans telle ou telle direction. C'est l'instinct qui le porte, mais un instinct orienté par ce que sait son intelligence : c'est l'intuition.

On peut établir en règle générale, qu'une affaire capitaliste, quelle qu'elle soit, prospère ou périclite, selon que son dirigeant principal est doué ou non d'intuition. Et comme, en société capitaliste, le développement industriel dépend exclusivement des capitalistes dirigeants, il en résulte qu'en société capitaliste, l'intuition se trouve être à la base du progrès : sans intuition, pas de progrès. La philosophie, tout comme la religion, la morale ou l'art, ne faisant que traduire son époque,le « grand philosophe » moderne ne peut que mettre l'intuition à la base du progrès. Bergson met l'intuition en haut de l'échelle des vertus, parce qu'elle est la vertu de ceux qui sont actuellement au plus haut degré de l'échelle sociale ; et il en fait le moteur du progrès, parce qu'en effet, en régime capitaliste, puisque le capitaliste commande à la production, le progrès de la production dépend de l'intuition du capitaliste.

Tel est le point principal de la philosophie bergsonienne; il en est d'autres qui lui font cortège; comme celui-là, ceux-ci dérivent des conditions dans lesquelles s'exerce l'activité de l'homme d'affaires.

Si l'intuition conduit l'homme d'affaires, rappelons-nous, en effet, que l'intuition, à la différence de l'intelligence et de l'instinct, n'est pas infaillible. Le capitaliste qui lance une affaire, si doué d'intuition soit-il, court un risque : l'affaire peut rater, et lui, boire le bouillon. D'où chez Bergson : l'apologie du risque. Tout comme l'intuition, le risque est pour Bergson, le grand facteur du progrès ; plus on sait risquer, et plus on est « évolué ».

D'autre part, l'homme d'affaires lance des affaires, mais sur quelle base matérielle sont assises ces affaires ? Directement ou indirectement, elles ont pour base une industrie, donc une technique. Sans industrie, pas d'affaires ; sans développement technique, pas l'occasion de lancer des affaires, pas de possibilité d'exploiter de nouvelles couches de prolétaires. Il s'en suit que Bergson va célébrer la gloire de la technique. Ce qui caractérise l'homme, dit-il, ce qui en est la qualité distinctive, c'est la technique, c'est sa faculté de créer des outils. Sur ce thème il a écrit des pages, d'ailleurs fort belles, que Marx aurait certes pu contresigner.

***

Intuition, risque, technique, voilà donc les valeurs dominantes pour le grand philosophe de la bourgeoisie du vingtième siècle, et cela parce qu'elles sont, en effet, les valeurs dominantes dans les affaires. Mais ce n'est pas seulement dans les affaires — ceci Bergson ne l'a pas vu, et ne pouvait pas le voir — que ces facteurs jouent un grand rôle, c'est aussi dans la Révolution.

Il n'y a pas que l'homme d'affaires qui agit par intuition; le révolutionnaire n'agit pas autrement. Le révolutionnaire n'agit pas à l'aveuglette : sa connaissance des forces ennemies, son intelligence du mouvement ouvrier, lui sont indispensables pour déterminer comment il doit agir ; mais cela ne lui suffit pas : si grande que soit sa science, elle ne peut lui permettre de décider d'une façon certaine si, à un moment donné, il lui faut aller de l'avant ou battre en retraite, pousser à la grève ou tenter l'insurrection ; il lui faut autre chose, il lui faut l'intuition. L'intuition a été la qualité maîtresse de Lénine. Lénine connaissait certes très bien, et avait pesé de

très près, quelles étaient, en ce mois d'octobre 1917, les forces respectives de la Révolution et de la Contre-Révolution; cependant il eût été bien incapable de démontrer scientifiquement, d'apporter à Zinoviev et à Rykov, la preuve scientifique que le mouvement réussirait ; pour en avoir, non la certitude, mais la conviction, il fallait, tout en se basant sur l'expérience, aller au delà de l'expérience ; il fallait s'en rapporter à l'intuition.

Il en est de même du risque. Si le risque est le lot de l'homme d'affaires, il l'est encore bien plus du révolutionnaire : tandis que là ce ne sont que des capitaux que l'on risque, ici ce sont des vies humaines. Et quel risque plus grand que celui que court le prolétariat en assumant la tâche d'assurer la continuation de la production avec des formes sociales entièrement nouvelles, de débarrasser le travail humain de la contrainte.

Quant à la technique, point n'est besoin de dire que si le capitaliste profite de la technique, ce n'est pas lui qui la pratique; ce sont d'autres qui la créent, d'autres qui la mettent en œuvre, pour son profit. Ces autres, ce sont les prolétaires; aussi, beaucoup plus que le capitaliste, le prolétaire a sa vie liée à la technique : la classe ouvrière fait réellement corps avec la technique. C'est ce qui explique que si la bourgeoisie s'est enfin aperçue, au début du vingtième siècle, par la voix de son philosophe Bergson, de la grandeur de la technique, c'est plus d'un demi-siècle auparavant que le prolétariat avait déjà proclamé cette grandeur, par la voix de son philosophe Marx; le matérialisme historique n'étant autre chose que l'affirmation que la technique est la seule base de toute société humaine, que l'homme est ce que le fait son outil.

Tout cela permet de comprendre pourquoi ce philosophe de la bourgeoisie qu'est Bergson, a été fort estimé dans certains milieux révolutionnaires, en France, et surtout en Italie. Le marxiste retrouvait chez Bergson le matérialisme historique, et en même temps, le révolutionnaire y trouvait la description des qualités qui lui sont le plus nécessaires.

Mais c'était ne pas voir que si Bergson est Marx, c'est un Marx retourné. Pour Bergson, en effet, quelqu'hommage qu'il rende à la technique, la technique n'est tout de même que l'accessoire ; l'agent essentiel du progrès, pour lui, ce n'est pas la technique, c'est l'intuition ; il est donc à l'opposé de Marx pour qui la technique est l'élément fondamental. Pour Marx, la technique détermine le monde ; pour Bergson, l'intuition domine la technique. Même rapport exactement qu'entre les deux classes que l'un et l'autre représentent. Marx et Bergson sont liés exactement comme sont liés prolétaires et capitalistes. Prolétaires et capitalistes sont tous deux fils d'une même civilisation : la civilisation industrielle ; le philosophe du prolétariat et le philosophe du capitalisme peuvent, dès lors, se rencontrer pour chanter tous deux la gloire de l'industrie ; mais là s'arrête la ressemblance. Car si prolétaire et capitaliste sont tous deux fils de l'industrie, ils n'y jouent point le même rôle : l'un y peine, l'autre en profite. Pour l'un, la technique, c'est sa vie; pour l'autre, c'est l'art de tirer profit de la technique. Dès lors, l'un produit la philosophie du matérialisme historique, tandis que l'autre produit la philosophie de l'intuition.

R. LOUZON.

L'EXPULSION DE LAZAREVITCH

Notre ami Nicolas Lazarevitch a été l'objet d'un arrêté d'expulsion. Quand paraîtra ce numéro, il aura quitté le territoire français.

Depuis deux ans, nous avons pu apprécier l'extraordinaire dévouement et l'esprit révolutionnaire qui l'animaient. Quand, en juin 1926, nous intervenions auprès de Rakovsky, ambassadeur de l'U. R. S. S., pour réclamer sa libération, nous avions reçu l'assurance qu'il était un bon combattant de la cause ouvrière. Nous n'avons pas été trompés.

Banni de Russie, Lazarevitch s'était consacré ici à une active campagne contre l'emprisonnement arbitraire des militants ouvriers russes, ses camarades qu'il avait laissés dans les geôles. Lazarevitch dénonça avec passion la justice administrative secrète qui poursuit, condamne, emprisonne, sans aucune possibilité de défense et sans garanties, les militants ouvriers en désaccord avec la direction du Parti communiste russe. La déportation des militants de l'Opposition communiste a confirmé l'existence de ce système de répression que tous les révolutionnaires devraient condamner.

Lazarevitch fit à la Ligue Syndicaliste des causeries documentées sur la situation des ouvriers russes et leurs organisations syndicales. Il voulait moins nous présenter les choses comme il les voyait que nous fournir une documentation sérieuse, tirée des sources officielles. De lui, nous avons publié, dans la R. P. du 15 février 1927, un compte rendu du 7e Congrès des Syndicats russes. Lazarevitch ne sera plus là pour nous faire le même compte rendu du 8e Congrès qui se réunit le 10 décembre prochain.

Lazarevitch ne laissa pas passer les réunions publiques organisées à Paris et en province, par les voyageurs officiels en Russie, sans y apporter sa protestation véhémente contre la justice administrative, et sans opposer la vérité telle qu'il l'avait vécue dans les usines russes et telle qu'il la trouvait dans les journaux officiels russes, aux récits idylliques de délégués à qui un court séjour et l'ignorance de la langue ne peuvent permettre de voir les choses telles qu'elles sont.

Comme Lazarevitch ne manquait pas, en même temps qu'il contredisait, de clamer sa foi révolutionnaire, il faut voir là la raison de son expulsion. Chiappe, maître de Paris, ne pouvait tolérer qu'un ouvrier « étranger » défende sa classe et son idéal. Sans doute, la publication du premier numéro d'un journal syndicaliste russe, *La Libération Syndicale*, dont Lazarevitch avait pris l'initiative, a-t-elle aussi déterminé l'arrêté d'expulsion.

La campagne de Lazarevitch lui avait valu les insultes de la presse communiste officielle. Les gens de *l'Humanité* ont eu l'élégance de protester contre son expulsion. Mais cela ne peut nous faire oublier que, par deux fois, en février dernier, ils ont imprimé que Lazarevitch était « un agent de Sarraut » et qu'il poursuivait sa campagne « sous l'œil bienveillant de la police et certainement avec son appui ». Affirmations sans l'ombre d'une preuve bien entendu. Articles haineux où l'on ne craignait pas de réclamer, en fait, la mesure qui le frappe aujourd'hui.

Lazarevitch nous a quittés, la tête haute. Ces saletés ne pouvaient l'atteindre ; elles sont retombées sur leurs auteurs.

La Protestation de la Ligue

La Ligue Syndicaliste apprend que l'un de ses membres, Nicolas Lazarevitch, vient de recevoir de la Préfecture de Police l'ordre de quitter le territoire français.

De nationalité russe, notre camarade, qui fut il y a deux ans expulsé de Russie, se voit aujourd'hui chassé de France pour le seul crime d'être un militant dévoué de la classe ouvrière.

« Berceau du droit d'asile », la France républicaine n'est plus hospitalière que pour les spéculateurs internationaux.

La Ligue Syndicaliste dénonce à l'opinion la mesure prise contre Nicolas Lazarevitch. Elle y voit la suite de l'arbitraire sans bornes du Ministère de l'Intérieur et de la Préfecture de Police. Le scandale de la chasse aux réfugiés ouvriers continue. Il serait temps de réagir avec vigueur contre les procédés d'Empire du gouvernement.

LA TRAITE DES JAUNES, « HABILE PLAGIAT DE L'ESCLAVAGE »

Autour du 180°

...Conserver et augmenter le capital humain pour pouvoir faire travailler et fructifier le capital argent.

A. SARRAUT.
(*La mise en valeur des colonies.*)

La terre de Loti et de Stevenson, Tahiti, trois syllabes chères à la sensiblerie du plus obscur petit-bourgeois de France, l'Eden vers lequel partent chaque année des dizaines d'intellectuels romantiques et d'anarcho-naturistes qui se figurent, en changeant de ciel, changer leur condition trop humaine et l'étroitesse de leur cervelle.

A vrai dire, c'est un charmant pays. La « nouvelle Cythère », disaient Cook et Bougainville, qui s'y connaissaient pour l'avoir, avec largesse — premier cadeau des blancs — ensemencée de leurs très pâles tréponèmes. Sous un climat uniforme et très doux, une nature prodiguant ses fruits à portée de la main, une population gaie, artiste, très belle, n'ayant d'autre vie que danser, aimer, se baigner et chanter. Aujourd'hui encore, les îles de la Société et Sous-le-Vent baignent dans une indéniable atmosphère de charme. Ce sont des îles féminines. On ne les a pas conquises, elles se sont « données » à la France. Il n'y a plus maintenant de trône ni de reine, mais les princesses sont superbes, et non moins charmantes leurs anciennes sujettes.

Mais n'allez pas croire que vous avez trouvé la terre promise et que vous connaissez la vraie nature de cette terre trop vantée. Ne vous écriez pas comme ces voyageurs superficiels qui traversent pour la première fois le Pacifique-Sud : « Le 180° n'est pas seulement une boîte à surprises astronomiques (1), mais la limite entre deux mondes opposés : à l'Ouest, l'atmosphère cruelle et oppressive de la Nouvelle et les Hébrides, du bagne, de l'extermination des Canaques, de la traite des jaunes et des noirs; à l'Est, l'amour et la joie, les *îles Paradis* ! » Non, pas de lyrisme, ni de théologie. Ce pauvre 180°, qui n'en peut mais, n'est qu'un méridien comme les autres et non pas l'arbre du bien et du mal, la limite épouvantable entre la première et la seconde nature de Pascal. N'en déplaise aux rêveurs, Tahiti est bien, elle aussi, sur notre globe terraqué et capitaliste.



Paysage d'une « île Paradis »

Voyez donc ces individus aux faces chafouines, à la démarche subtile et fuyante, aux regards de sémites ou de parsis. Ceux-là, ne croyez-vous pas les avoir rencontrés déjà chez quelque orfèvre du Temple? L'un qui n'a jamais vu de sa vie que de l'or et des bijoux, et — c'est l'évidence — ne toucha jamais un outil, est un ancien chef mécanicien d'un navire chinois pendant la guerre russo-japonaise, (Ah! la belle contrebande!) Il part demain pour la plongée des perles aux Tuamotou... Cet autre, plus malin, ne se soucie pas du séjour inconfortable des atolls; c'est à Paris qu'il va faire sa récolte, bien persuadé que ses achats ramenés au pays des vraies perles, acquerront une belle plus-value. Ecoutez encore ce fonctionnaire qui se lamente: « Ah! notre situation est éminemment délicate! Nous avons affaire à une population tout à fait difficile. Elle ne sait vivre que pour le plaisir. C'est effrayant! Même nos prisonniers; à peine leur arrive-t-il du dehors quelque air de musique, ils se mettent immédiatement à danser. Ah! quels gens arriérés... Où va la production à ce régime? »

(1) Vous vous rappelez la stupeur de Philéas Fogg arrivant à Londres le 80e jour, alors qu'il en avait voyagé 81. Il avait gagné un jour en coupant le 180e d'Ouest en Est. S'il avait marché en sens contraire, il serait arrivé le 82e jour.

Les équipages en racontent une autre : « Un bateau naviguait le long du 180°. Chaque samedi soir, le commandant venait un peu dans l'Ouest, en sorte qu'il pouvait, le lendemain, dire à ses hommes : « Aujourd'hui, c'est lundi », puis, revenant dans l'Est, le lendemain, il leur disait : « Eh bien, c'est lundi bis. » En sorte que ce n'était jamais dimanche. Les matelots s'étant aperçus de cette ruse, l'un d'eux alla trouver le « pacha » et lui dit : « Commandant, vous avez une femme et des enfants et vous serez content de les revoir, eh, bien... (etc.). et comme un commandant a toujours peur d'un matelot... (encore etc.). »

Mais tout a une fin. Les premiers seront les derniers ! L'axe économique du monde a changé, et l'on peut facilement prévoir le temps où notre orgueilleux Greenwich sera lui-même 180° : alors il sera lundi à Tours, et dimanche à Paris.

Et encore, n'est-ce là prendre les choses que par les tout petits côtés, mais à mille indices, il apparaît clairement que ce qui domine cette terre bénie, comme le Pacifique tout entier, c'est l'exploitation capitaliste, le besoin des hommes d'Europe d'avoir des hommes à exploiter. Des prolétaires! des bras! des bras! Telle est la clameur impérieuse qui domine les flots, de la Tasmanie à l'île de Pâques. Et les bras se refusant, ou luttant par des moyens divers contre cette emprise fatale, tel est le squelette de l'histoire des archipels antipodiques depuis leur découverte.

« Le palmier pousse, mais l'homme s'en va »

« Mais, les Canaques, y a pas moyen de les faire travailler, ils meurent tous! » disait avec dégoût ce millionnaire de Nouméa. Et il effleurait ainsi une des questions qui ennuient le plus les metteurs en valeur des colonies. Car nous n'en sommes plus à l'époque où d'Enambuc entreprenait l'extermination systématique des Caraïbes, les Espagnols celle des Incas et les Anglo-Français celle des Indiens. La colonisation d'exploitation a complètement remplacé celle de peuplement. Il ne s'agit plus (1) pour les blancs de propager leur race dans les terres nouvelles, mais d'y recueillir des dividendes. Pour cela, il leur faut des bras. Or, les bras du Pacifique disparaissent.

En Tasmanie, le fait est connu de tous, le dernier échantillon de la race a rendu le dernier soupir en 1876.

En Australie, les dernières tribus parquées dans les déserts du Tropique ne comptent plus que quelques dizaines de mille d'individus. Pendant ce temps, les blancs n'arrivent à former que la population d'une ville comme Paris. Le pays est un immense continent vide.

En Nouvelle-Zélande, foyer de la superbe race maori, les Anglais ne pratiquent plus la « très excitante chasse au lapin », c'est-à-dire à l'indigène; cependant la population disparaît, et il en est de même dans toutes les îles qu'avaient peuplées, après d'extraordinaires navigations en pirogue, ces gens aimables et héroïques. Ainsi à Tahiti, les indigènes et les métis (si nombreux), ne sont plus que 8.000. Or, Bougainville (qui exagérait sans doute un peu), les estimait 70.000. Aux Marquises, c'est fini. Le plus beau rameau de la race polynésienne a disparu; les statistiques des survivants pour l'ensemble de l'archipel varient entre 4.000 et 400. A Nouka-Hiva, à Hiva-Da, la terre de Gauguin, vous pouvez vous promener des journées entières, escalader ces magnifiques aiguilles de lave, vous enfoncer dans le silence des belles vallées touffues, parcourir les savanes des hauts, vous ne rencontrerez pas une âme. C'est du tourisme lunaire. Et pourtant, en bien des endroits, voici des dolmens, des monuments mégalithiques, des pierres formant enclos ou terrasses, vestiges évidents du travail d'une population forte et nombreuse.

En Calédonie, il y avait 40.000 indigènes en 1874. La colonisation devient effective en 1875. Les terres expropriées sont données aux blancs ou à l'Administration, et les indigènes sont parqués sur des « réserves ». Trois ans après éclate la grande insurrection, ultime sursaut de volonté de vivre; les malheureuses tribus, armées de flèches et de pierres polies, sont vaincues, et c'est la fin. Aujourd'hui, en leur ajoutant celles des îles Loyalty, on n'y compte plus 20.000 âmes. Ce magnifique résultat permet à M. Archimbaud, délégué de la Nouvelle-Calédonie, de promettre à ses électeurs colons, une « revision » importante des réserves indigènes. L'expropriation (1) prochaine de 1.300 nouveaux hectares est, dès maintenant, décidée.

Et partout, dans tous les archipels, c'est le même tableau. « *Le corail croît, le palmier pousse, mais l'homme s'en va* », dit avec tristesse un dicton tahitien. Une seule exception, à ma connaissance : celle des îles Wallis et Futuna. Ces îlots, dépendances géographiques de l'archipel anglais des Fidji, sont placés sous le protectorat de la France. Leur exiguïté et leur éloignement de toute terre française, leur ont valu de ne connaître qu'une colonisation théorique. Les seuls représentants de la France y sont les missionnaires catholiques, les véritables maîtres (2) du pays, et un médecin chargé des fonctions d'administrateur (encore, depuis l'établissement du protectorat, ce poste n'a-t-il été occupé que pendant six ans). La population est nombreuse, stable, d'une densité approchante de celle de la France, belle et douce. Elle mène une vie simple et raffinée.

Les produits de la terre et de la mer, recueillis sans presque d'effort, suffisent à la vie matérielle. Quant aux aspirations artistiques qui sont la grande affaire, on les satisfait par de grandes réjouissances sociales, des festins, des danses, des débauches de kava (3). Parfois, la nostalgie vous prend de l'inconnu. Alors, renouvelant le geste par lequel les ancêtres peuplèrent toutes les îles, on choisit une femme, on garnit une pirogue de vivres, d'eau douce et de bois à feu (4), et l'on met à la voile. Dans une dizaine de jours, on sera mort ou bien l'alizé vous aura porté sur une terre nouvelle.

Alain Gerbault et le wharf. Colonialisme de production

Il y a peu de mois, un premier nuage passa dans ce ciel limpide. Le médecin-résident, considérant que la première condition pour la « mise en valeur » d'un pays est de le rattacher au monde, eut l'idée de faire construire un wharf où les navires puissent accoster. Tout semblait devoir bien aller. L'opposition des missionnaires, quoique active, était négligeable; quant aux indigènes, séduits par le prestige du blanc, décontenancés par ses raisonnements sur l'utilité de cette chose toute nouvelle, ils avaient fini par faire semblant de l'accepter.

---

(1) Et ceci depuis 1875 environ, l'époque où après l'achèvement des chemins de fer, l'Europe s'est trouvée en quelque sorte saturée de capitaux, incapable d'en absorber de nouveaux. Force fut alors de les exporter, de les employer à faire travailler de nouveaux bras. C'est l'ère de l'Impérialisme, la dernière étape du capitalisme.

(1) La victoire du capitaliste blanc étant aujourd'hui complète, il se donne le luxe de cette hypocrisie qu'il aime tant. Il n'exproprie plus purement et simplement mais contre indemnité. Ainsi la généreuse administration allait avant la guerre jusqu'à donner 0 fr. 10 pour un cocotier représentant vingt ans de soins et rapportant deux francs par an. A un conseiller général citant ces chiffres, M. Moriceau, autre conseiller général de Nouméa, répondait : « Si l'on n'a pas droit à cette expropriation, comment accepter celles sans indemnité de La Foa, Bourail, etc.? Alors il faut nous en aller. La colonisation n'est qu'une affaire. »

(2) Un dollar d'amende à tout indigène se permettant d'assister le dimanche à une messe basse et non à la grand'messe.

(3) Le kava est une racine; les indigènes en font une décoction aqueuse à effet légèrement diurétique et donnant, quand on en boit beaucoup, une sensation de plénitude agréable. Mais ce n'est, en aucune façon, une boisson fermentée et ce qu'on a raconté sur l'ivresse qu'elle procure est de la légende. Cependant l'administration française l'interdit aux Marquises... et laisse libre la vente des boissons alcooliques.

(4) On connaît bien les allumettes, mais c'est du luxe. Tous les gosses savent encore allumer du feu par le frottement de deux rondins de bois sec.

Survint Alain Gerbault. Cet homme qui, comme vous le savez, parcourt les Océans sur un canot à voiles, n'est pas simplement un faiseur d'embarras. Les côtés conventionnels, artificiels et serviles des sociétés européennes lui déplaisent souverainement; il aime, au contraire, beaucoup la nature et la vie simple. La belle petite île Wallis ne manqua pas de le séduire par la survivance de son caractère purement polynésien. Aussi, apprenant qu'on allait abattre la cloison qui l'isolait et la protégeait, il ne cacha pas qu'il trouvait ce projet déplorable.

Allant trouver les indigènes, il leur dit : « Vous avez toujours été parfaitement heureux dans votre isolement poétique. Pourquoi en sortir? Vous voulez construire un wharf. A qui d'entre vous servira-t-il? Il ne servira qu'à des commerçants blancs, lesquels sont vos ennemis. »

Ce langage alla droit au cœur des indigènes. Qu'il était plus clair, agréable et simple que celui de l'autre blanc, le résident! Tout fut donc remis en question, et l'opposition au wharf devenant manifeste, force fut de faire venir le bateau de guerre de Nouméa et de faire coffrer les « meneurs ». Ils étaient cinq ; ils sont actuellement frappés d'internement et détenus à Nouméa par le gouverneur Guyon.

Il me semble voir dans ce petit drame un épisode caractérisé de lutte de classes, et, chez les indigènes, la volonté de ne pas mourir.

Quelles sont, en effet, les causes de la disparition, en un siècle, des races océaniennes? Les écrivains bourgeois, avec leur manie de ne jamais prendre le taureau par les cornes, vont chercher les raisons les plus fumeuses. Les uns invoquent des raisons morales : l'étonnement devant la supériorité du blanc, le découragement et la perte de l'énergie nécessaire pour continuer à vivre. D'autres, des raisons biologiques : autrefois, il y avait deux espèces de vipères en France; aujourd'hui il n'y en a plus qu'une; le rat vulgaire d'Europe est en train de disparaître sous nos yeux, remplacé par le gros *mus decumanus*, (surmulot), qui vient de Sibérie.

C'est ainsi que les demi-noirs du Pacifique disparaissent devant les blancs. Magnifique raisonnement dont la stupidité est évidente puisqu'il n'y a pas de *peuplement* blanc des îles, mais seulement « mise en valeur » par *quelques* blancs qui demeurent foncièrement européens ou américains. D'autres auteurs invoquent l'avortement et l'infanticide. Comme s'il y avait un seul continent où l'enfant soit adoré comme dans les îles! D'autres s'en prennent au mauvais caractère des naturels : « S'ils meurent, c'est pour embêter le blanc. » Il y a, en effet, dans toute l'Océanie, cette croyance que l'indigène meurt quand il veut... et ce rossard le fait toujours au moment propice!

Un article de revue un petit peu moins fumeux, dit enfin : « On se demande vraiment pourquoi ces gens disparaissent; cependant nous leur avons apporté la syphilis, l'alcoolisme, la tuberculose, la dysenterie, la grippe espagnole... » Il aurait dû ajouter: « Et tout notre arsenal de prolétarisation. »

Réfléchissons, en effet, deux minutes.

Quelle est la catégorie sociale qui a lancé l'Europe dans le colonialisme? De toute évidence, ce sont les capitalistes.

Que voulaient-ils faire aux colonies? Faire « fructifier » leurs capitaux.

Comment les capitaux fructifient-ils? Par le travail humain.

Quelle est donc la première préoccupation du capital arrivant dans une société où il n'y a pas de prolétariat? C'est d'en créer un.

Et pour créer un prolétariat, il n'y a qu'un procédé : *l'expropriation*. Seulement, en Europe, le processus d'expropriation s'est poursuivi pendant des siècles. Promu par des expropriateurs au début tout à fait faibles, il a laissé le temps aux expropriés de se défendre et de *s'adapter* biologiquement à leur nouvelle condition. Aux colonies, il doit s'opérer en quelques années; il est si brutal que bien souvent il ne laisse pas aux expropriés la possibilité de survie. Et, en Océanie, le formidable capitalisme du XIXe siècle, en voulant prolétariser de malheureuses tribus



Le chef NOEL
promoteur de l'insurrection de 1917
tué à Komambo le 10 *janvier* 1918

encore à l'âge de la pierre polie, s'est conduit comme ces vivisecteurs maladroits qui tuent l'animal qu'ils veulent modifier (1).

Et cette idée d'envisager le colonialisme comme une entreprise systématique de prolétarisation, nous explique son caractère universellement guerrier. Quand on dit, en effet (comme le fait l'*Histoire de France* de la Fédération de l'Enseignement) : « La base du colonialisme est la recherche de matières premières et de débouchés », on ne s'explique pas que cette entreprise soit toujours militaire. Tous nos commerçants cherchent chaque jour en France de nouveaux acheteurs et de nouveaux fournisseurs, mais ils ne s'aident pas pour ce faire de raids d'hommes armés. La base de l'échange, comme le dit Louzon dans son « Economie capitaliste », c'est la paix. D'ailleurs, il est clair que les masses coloniales dont la capacité consommatrice est très faible, ne constituent pas un débouché pour l'industrie européenne. Voyez les bateaux qui vont aux colonies. Que transportent-ils? Des alcools, des autos, des objets de luxe, tous objets strictement réservés aux blancs. Qu'en

(1) Phénomène analogue en bien d'autres endroits. La dépopulation de l'Afrique noire depuis sa mise en exploitation est un fait connu. A Alger, il est établi que le prolétariat indigène de la ville s'éteindrait en trente ans s'il n'était constamment entretenu par de nouveaux éléments prolétarisés venus de la campagne.

rapportent-ils? Du coprah, de la vanille, du sucre, du caoutchouc, de la soie, toutes richesses créées par le travail des indigènes. Le colonialisme n'est pas à base d'échange, mais à base de production. *Or, la production, en régime capitaliste, c'est la guerre.* Coloniser, c'est obliger par les armes le milliard d'êtres humains qui peuplent l'Asie, l'Afrique, l'Amérique du Sud et l'Océanie, à produire de la plus-value pour des capitalistes de Londres, Paris et New-York.

Insurrections

— Mais, me direz-vous, les indigènes océaniens sont-ils conscients de cette entreprise de prolétarisation?

Vraisemblablement pas dans les termes où je l'explique, mais — et ceci est bien dans la logique remarquable de la lutte des classes — ils luttent quand même.

En Calédonie, il y eut la grande insurrection de 1878. Elle fut réellement très sérieuse et la répression épouvantable. Les survivants, par un geste de solidarité avec le prolétariat russe, les soldats du front français et les indigènes constantinois, n'en reprirent pas moins les armes en 1917.

Les Tahitiens et les gens des autres îles de la Société, eurent le même geste, à la même époque. Le promoteur du mouvement, de famille royale, partage aujourd'hui, à la Réunion, le triste sort d'Abd-el-Krim.

Aux Nouvelles-Hébrides, les *Big Nambas* qui peuplent l'île de Mallicolo, sont toujours en dissidence. Depuis 1914, ils ont eu à supporter le choc de deux expéditions militaires; ils les ont repoussées victorieusement et avec de grosses pertes pour « nous ».

Tout récemment (septembre 1927), à la suite de je ne sais quelle nouvelle concussion dans la perception des impôts, la révolte éclatait aux îles Salomon. Deux fonctionnaires anglais y trouvèrent la mort. Il fallut des navires de guerre et des troupes néo-zélandaises. Aux dernières nouvelles, un des mutins est déjà condamné à mort et trente-six autres sont morts en prison, ou peu s'en faut. « La maladie et la mort des prisonniers, dit le *Journal de Nouméa*, heureux d'ennuyer les Anglais, sont attribuées au régime matériel et alimentaire de la prison et à la réclusion dans des locaux où les captifs sont entassés les uns sur les autres. »

Des bras quand même !

Mais toutes ces tentatives ne sont, hélas! qu'honorables. Le fait dominant reste que le capitalisme en voulant pétrir la matière humaine du Pacifique, n'a pas réussi à créer, comme en Europe, « ses propres fossoyeurs ». Il a fait le vide devant lui. C'était une grave faute, mais la bourgeoisie est tenace. Les bras manquaient, elle en aurait quand même! Que n'a-t-elle pas imaginé?

Il y eut d'abord le *recrutement*. Ah! c'était l'époque héroïque. Les colons, armant de petits bateaux s'en allaient dans les îles inoccupées par les blancs — surtout les Hébrides — et là, par tous les moyens que vous pouvez imaginer, s'ingéniaient à persuader aux noirs de signer (!) un engagement de travail de deux, trois, quatre ou cinq ans. (La durée n'en avait d'ailleurs guère d'importance, car, si le *boy* était bon, elle pouvait facilement devenir indéfinie, grâce au système des dettes.) Mais ces opérations n'allaient pas sans risques. Les noirs, malgré les conseils des missionnaires protestants, ne « signaient » pas très facilement. Il existe à Epi une pointe dite « Rocher du Crime », où les recruteurs aimaient bien débarquer. On compte que vingt d'entre eux y furent assassinés.

Et si les difficultés n'étaient venues que des indigènes! Mais voilà que les autorités se mirent de la partie. Comme on le sait, elles ne « font jamais rien pour les colons, bien au contraire ». Quand le travail de recrutement commença à être au point, rationalisé, confié à quelques colons, qui, ne faisant que cela, étaient obligés de céder contre indemnité les hommes et les femmes recrutés au péril de leur vie, voilà que les autorités s'avisèrent que cette opération avait une fâcheuse ressemblance avec la traite!

Alors il fallut employer la ruse. On se cachait dans les criques, on naviguait la nuit. Quand par hasard on était surpris par le bateau de guerre qui donnait l'ordre de se mettre en panne, un bon tour consistait à attacher les recrutés à l'ancre et à mouiller sagement. Sa visite terminée, aucune ombre d'esclave n'ayant été découverte à bord, le bateau de guerre s'éloignait tout penaud, et on en était quitte pour lever l'ancre et la débarrasser des cadavres. Mais ça représentait une grosse perte matérielle. Une solution bien plus élégante était de virer de bord sur l'ordre de mise en panne et de prendre la fuite. Indigné, le bateau de guerre donnait la chasse. Alors, il suffisait de bien connaître sa mer et de passer sur des fonds juste suffisants. « Puisqu'il a passé, je passerai bien aussi! » se disait ce butor de bateau de guerre, et crac, il se collait au sec... Jusqu'à ce qu'il soit déhalé, on avait le temps de s'en aller en douceur.

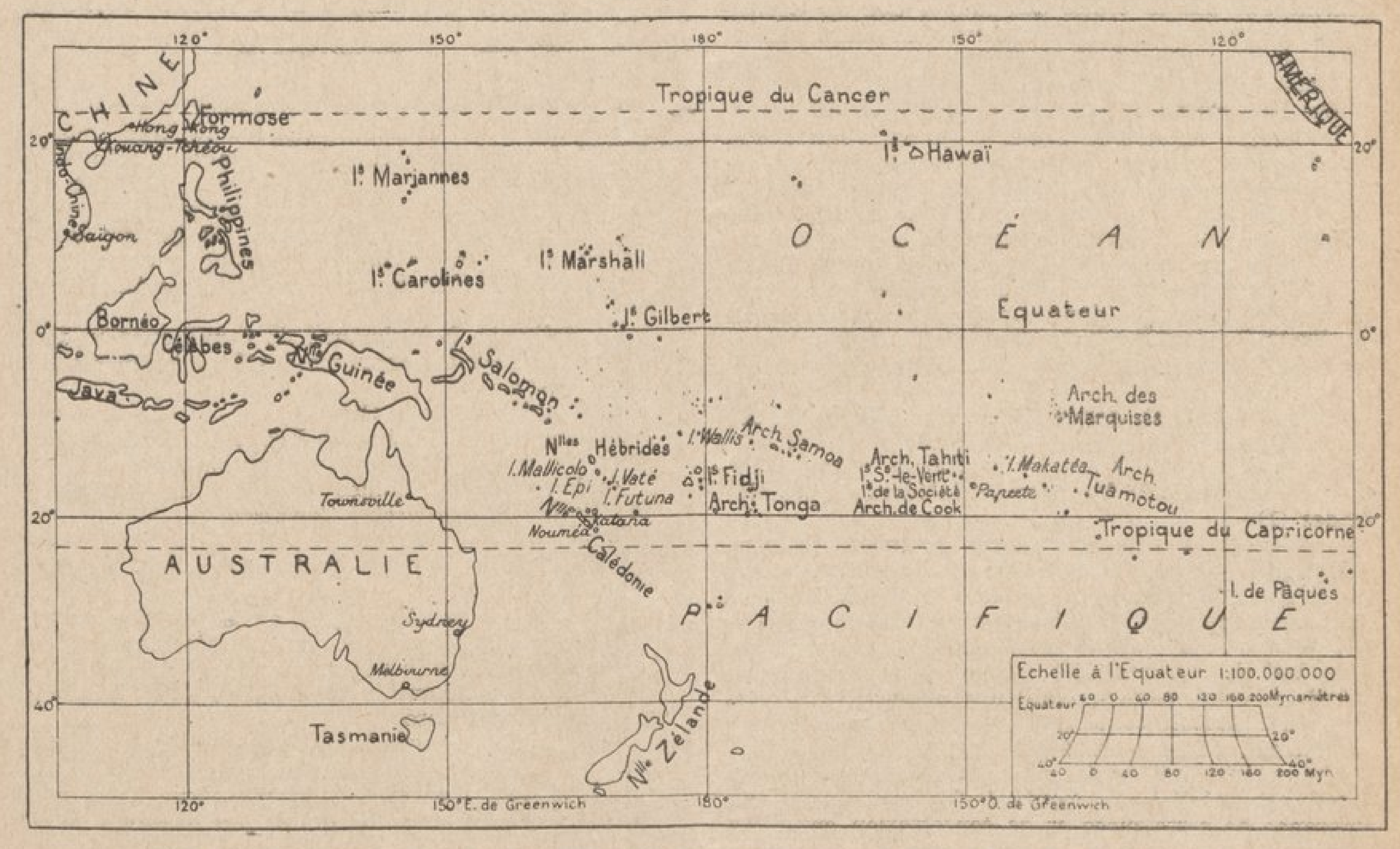
Mais je parle là d'une quarantaine d'années. C'était une époque bien barbare. Aujourd'hui, finie cette guérilla! Tous les grands Etats démocratiques en ont compris la stupidité, et de même qu'au Congo Belge l'*Union minière du Katanga* donne très licitement à ses recruteurs 1.000 francs par noir, de même aux Hébrides, tant pour les Français que pour les Anglais, les opérations de recrutement codifiées sont devenues parfaitement légales.

L'échec du bagne

Mais, que l'on puise légalement ou non dans un réservoir presque vide, le résultat est le même et toujours insuffisant. Pour mettre en valeur un pays vaste comme la Calédonie, il fallait trouver autre chose. Il y eut d'abord le *bagne*. L'idée paraissait bonne, mais les résultats furent déplorables. L'Administration pénitentiaire est, comme chacun sait, la plus inintelligente. Elle fut totalement incapable de tirer un parti raisonnable des milliers de transportés, relégués et déportés à sa disposition. A part quelques bâtiments à Nouméa et quelques kilomètres de routes, elle ne fit rien; au contraire, ne serait-ce qu'en donnant aux gens l'habitude de toujours compter sur l'Administration, elle fut un gros élément de démoralisation et la cause du marasme indiscutable où — les grosses entreprises minières exceptées — gît la Calédonie.

Aujourd'hui « la Nouvelle » n'est plus guère qu'un souvenir. Depuis plus de trente ans, les convois n'arrivent plus. Il paraît que le climat était trop sain : pas de paludisme, printemps perpétuel; les gens ne mouraient pas. (En Guyane au moins, lieu actuel de transportation et de « relègue », les choses vont beaucoup plus vite ; le climat est équatorial et la malaria souveraine.) Aussi ne reste-t-il plus guère à l'île Nou qu'une centaine de vieillards presque tous fournis par les cours criminelles algériennes. En allant les voir, vous êtes tout surpris de retrouver aux antipodes et dès l'entrée du greffe, cette brutale odeur de moisi graisseux, caractéristique de toutes les prisons de la mère-patrie... L'immense « quartier cellulaire » avec ses centaines de cellules, cachots et autres alvéoles de plus en plus ignobles, est

maintenant un objet de curiosité. Un brave paysan l'a loué et tente d'y élever des porcs, mais il a beaucoup de mal : les cellules sont réellement bien petites. A la presqu'île Ducas, d'où Rochefort trouva moyen de s'évader en 74, la « pénitentiaire » a aussi passé la main : la fameuse « enceinte fortifiée » est devenue une léproserie. Il ne reste donc comme vestige du bagne que ces quelques centaines de vieillards, à l'air triste et soumis, que vous voyez employés comme terrassiers, charretiers, dockers, à tous les travaux pénibles qu'en France on a l'habitude de voir faire par les jeunes. Ils sont très vieux, très pauvres, tout en loques et très barbus, car il faut bien marquer sa distinction sociale, et, à Nouméa, porter la barbe veut dire « n'avoir plus rien à voir avec le collège d'en face ».



Vers le travail obligatoire des indigènes

Un autre palliatif à l'absence de prolétariat indigène est le *travail obligatoire* des survivants. Pour l'instant, dans le Pacifique, cette obligation n'existe pas encore. Mais au moment des gros travaux dans les plantations, par exemple lors de la récolte du café, il existe des sortes de réquisitions de travailleurs dans les tribus. « Chaque tribu a son nombre de colons à pourvoir ».

Il s'agit là d'un travail officiel et dont la rétribution est fixée par l'Administration. L'année dernière, à Canala (Nouvelle-Calédonie), le salaire était de 5 francs par jour, sans nourriture; cette année il fut porté à 8 fr. 50, ce qui n'alla pas sans provoquer des récriminations au nom des « petits colons », dans la presse de Nouméa. Mais il ne s'agit pas encore là de véritable « travail obligatoire ». L'obligation au travail des indigènes sera une mesure générale pour toutes les colonies. Elle est en préparation, et il faut que nos camarades parisiens y prêtent la plus grande attention. Ne vous y trompez pas. Elle ne fera l'objet d'aucune discussion parlementaire et sera promulguée par décrets. Elle est en discussion au Conseil Supérieur des Colonies, et les journaux coloniaux — surtout ceux de Madagascar, où il n'y a d'autre main-d'œuvre possible que l'autochtone (1) — s'indignent de l'opposition que lui fait un certain M. Brunet, ancien gouverneur général de Nouvelle-Calédonie (lequel, évidemment, s'en fiche, puisqu'il n'y a plus d'indigènes en Nouvelle-Calédonie). Attention, camarades! Si les mots signifient bien ce qu'ils disent, cette résolution du « travail obligatoire des indigènes » sera une des choses les plus épouvantables du XXe siècle. A la charge de l'impérialisme... et à la nôtre.

Signalerai-je, enfin, la dernière tentative du gouverneur Guyon? Il projette de créer, à proximité des centres de colonisation, des villages indigènes, et — puisqu'il n'y a plus de noirs dans la colonie — il fera venir des jaunes. Il créera donc des villages annamites dont les habitants seront à peu près libres, mais strictement tenus dans la pauvreté et... soumis, chaque année, à l'obligation de trente ou soixante journées de travail prestataire pour les blancs.

(1) Pour accélérer la mise au travail réellement trop lente de ces bras autochtones, une intense entreprise de prolétarisation est actuellement en cours. Le gouverneur Vergez a décrété le 28 septembre 1927 : « L'Etat est présumé propriétaire de tous les terrains non bâtis ni enclos qui, au jour de la promulgation dans la colonie du présent décret, ne sont pas possédés par des tiers en vertu de titres fonciers d'immatriculation ou de titres réguliers de concession. » C'est déclarer expropriable l'immense majorité des paysans indigènes. En effet, au lendemain de l'annexion, le gouvernement avait décrété : « L'immatriculation des propriétés bâties et non bâties reste facultative. » Pour avoir dénoncé en termes mesurés cette vaste entreprise de spoliation et de prolétarisation, un journaliste malgache, M. Ravonhany, a été condamné, il y a quelques mois, par la Cour criminelle de Diégo-Suarez, à deux ans de prison, 10.000 francs d'amende et dix ans d'interdiction de séjour dans toute l'étendue de Madagascar. (Voir la *Dépêche Africaine* de juin 1928.)

La traite des jaunes : Javanais, Chinois, Annamites

« Esclave, je te baptise engagé. »

C'est le grand moyen, la seule solution véritablement efficace. L'histoire se répète. Quand les blancs ont voulu mettre en valeur les territoires de l'Amérique dont ils venaient d'exterminer la race, ils n'ont eu d'autres ressources que la traite des noirs. Mais l'Afrique est loin et peut-être maintenant trop pauvre en hommes. Le capitalisme se tourne donc vers le grand réservoir humain, l'Asie, et ce n'est actuellement que par la traite des jaunes que les capitalistes français tirent des dividendes de leurs possessions du Pacifique.

Mais d'abord, de quels jaunes s'agit-il?

De trois sortes :

D'abord des Javanais que le gouvernement hollandais nous vend généreusement, heureux de se débarrasser de masses misérables et prêtes à s'agiter. Le premier convoi arriva en Calédonie en 1896, précédant de peu le dernier convoi de bagnards.

Ensuite des Chinois. Ils venaient autrefois de Hong-Kong, mais depuis quelques années on ne peut plus les recruter que dans « notre » territoire à bail de Kuan-Tchéou-Wan. Ils sont d'ailleurs peu nombreux, de « mauvais esprit » et de mauvais rendement.

Enfin et surtout, depuis Sarraut et Varenne, des Annamites. Leur nombre est, dès maintenant, de plusieurs milliers. Le gouverneur Guyon entend qu'il soit avant peu de 26.000 pour la Calédonie et les Hébrides (1).

Quelle est la situation de ces hommes? Ils sont « engagés », c'est-à-dire liés par un « contrat » qui les oblige, sous peine de sanctions, à travailler pendant cinq ans chez le patron qu'on leur désigne. Je n'ai pas sous la main le texte exact de ces contrats pour Indochinois, mais ils ressemblent en tous leurs détails à celui pour travailleurs néo-hébridais, stipulé au *Protocole concernant les Nouvelles-Hébrides* (« Journal officiel » du 4 juin 1922).

L'engagiste doit avoir un carnet de travail dans lequel est spécifié le montant du salaire. Au cas d'absence de cette pièce et de contestation entre les parties, le salaire sera considéré par l'Administration comme étant de « 12 fr. 50 par mois, sans que l'engagiste soit admis à faire la preuve qu'un salaire moindre a été convenu ».

Le travail a lieu « tous les jours de la semaine entre le lever et le coucher du soleil ». (2)

Les punitions prévues pour fautes de discipline sont l'allongement de la durée d'engagement, la prison (jusqu'à un mois) et l'amende, ou plus exactement, la retenue de salaire appliquée par le patron lui-même et à son propre bénéfice.

Quant aux engagistes, l'article 45 décide qu'ils « *doivent traiter les engagés avec humanité, s'abstenir de violences, leur donner un abri et une nourriture suffisante* comprenant du riz au moins une fois par jour ».

Toutes ces dispositions constituent, dit Leroy-Beaulieu, un « habile plagiat de l'esclavage » (à vrai dire, l'habileté ne nous en apparaît guère). La seule différence entre le salarié et l'esclave — ou plus exactement le serf — réside, en effet, dans la liberté du premier de cesser le travail et de changer de patron quand il lui plaît. L'arrêt du travail n'entraîne pour lui que la perte du salaire. Si la prison commence quand les bras s'arrêtent, le travailleur n'est qu'un serf (1).

(1) Discours publié dans la *Revue du Pacifique* de mars 1928.

(2) « Durant neuf heures », dans les nouveaux contrats.

Les seules différences entre ce contrat et celui des travailleurs asiatiques me paraissent être que pour les seconds l'allongement de la durée du contrat, à titre de punition, ne peut être indéfini (il ne doit pas dépasser trois mois, plus le « rabiot » de la prison), et que leurs salaires sont plus élevés (150 fr. par mois pour les hommes, 115 pour les femmes). Ce dernier point n'a d'ailleurs aucune importance : il y a les amendes infligées à la moindre faute, et puis les engagés vivent loin de tout centre, sur les plantations; chaque patron y a un « store », c'est-à-dire une boutique où il vend toutes sortes de choses au prix qu'il veut, et, automatiquement, il récupère le salaire.

« Ah ! cette main-d'œuvre nous coûte terriblement cher ! disait ce planteur. Songez qu'avec tous les frais : voyage d'Indochine ici, voyage de retour, habitation, nourriture, vêtements, soins médicaux, salaires, chaque coolie me revient à au moins 15 francs par jour. Et encore, c'est parce que j'ai été les recruter moi-même en Indochine. Pour ceux qui *achètent les leurs chez Ballande*, ça leur revient bien à 18 francs! »

Ce Ballande, à la fortune de 2 milliards et demi, aujourd'hui Société anonyme des Etablissements Ballande, est :

Ancien député de la Gironde,

Censeur de la Banque de France à Bordeaux,

Directeur des Hauts-Fourneaux de Nouméa.

Co-directeur des Usines de Nickel de la Nèthe et de l'*United States Nickel Company*,

Directeur des Sociétés de Chalandage, du Kuari des îles Loyalty et des Comptoirs Français des Nouvelles-Hébrides,

Directeur de la Compagnie navale de l'Océanie.

A lui tout seul la France dans le Pacifique.

Et, comme vous le voyez, marchand de jaunes.

Qui disait donc que la colonisation de la Calédonie a complètement raté?

Allons, ne dites plus, à considérer la crasse de Nouméa : « La France ne sait pas coloniser. » Elle fait très bien de ses colonies ce qu'elle veut. Et ce n'est pas sa faute si vous lui prêtez des desseins qu'elle n'a pas.

« Avec humanité »

L'Administration *protège* les engagés. Elle ne laisse pas aux colons la répression des fautes disciplinaires de leurs travailleurs, elle s'en charge elle-même. C'est ainsi que les journaux publient chaque jour la nouvelle d'engagés coffrés par la police pour « évasion de chez leur engagiste », « insubordination » et « retard en ville ».

Vous vous étonnez peut-être de ce dernier motif ?

(1) L'obligation au travail par contrat est manifestement contraire aux principes du droit moderne. Elle l'est aussi à la lettre des lois. Des patrons de Nouméa avaient fait venir des ouvriers français et croyaient se les être attachés pour quelques années par un contrat. Eh bien, le jour où ces ouvriers voulurent s'en aller, ils en eurent toute liberté : « La loi française ne reconnaît pas le contrat de travail. » dirent les journaux de Nouméa. Pareille mésaventure arriva à des colons qui avaient engagé des Annamites pour leur servir de *boys* en France (Vous savez qu'ils font des domestiques remarquables). Mais, une fois en France, ces *boys* s'apercevant de l'illégalité du contrat quittèrent leurs patrons et se firent embaucher par d'autres bourgeois sur la base du libre salariat. Les engagistes en furent pour leurs frais de passage... Camarades de la R. P. qui êtes calés en droit, recherchez donc avec précision en quoi réside l'illégalité de ces contrats et faites-nous le savoir. Ce peut être très important.

En voici l'explication. Le gouverneur Guyon ne veut plus voir un Canaque dans les rues de Nouméa à partir de huit heures du soir. Mais, comme il le dit avec une profonde sagesse : « Comment appliquer cette mesure aux autochtones si on laisse libres les Asiatiques? » Aucun indigène ne peut donc avoir le droit de sortir après vingt heures. Restait la question du dimanche. Les contrats n'en parlaient pas, et les indigènes qui ne travaillaient pas ce jour-là en profitaient pour aller se promener. Vous pensez bien que ça risquait de devenir une source de calamités. Et le gouverneur Guyon, sur la demande des colons, décida très sagement que les engagés ne pourraient sortir le dimanche qu'avec une permission expresse de leur patron. Dès lors, un nouvel engagé arrivant sur une plantation risque, si cela plaît à son patron, de ne pas pouvoir la quitter un seul jour pendant cinq ans. Et, en fait, c'est ce qui se produit, car les permissions ne sont accordées que pour motifs tout à fait exceptionnels.

Une difficulté est la punition des malades. Mais le brave gendarme chargé de l'administration de l'ancien hôpital du bagne, aujourd'hui réservé aux indigènes, pense l'avoir heureusement résolue. Bien souvent il ne peut appliquer la détention à ses malades, mais en combinant artistement la diète et des soustractions sur le matériel de couchage, il obtient quand même de beaux résultats. C'est une question de doigté...

Cette sollicitude de l'Administration évite aux colons le soin de sévir eux-mêmes. Quand une maîtresse de maison est mécontente de sa « boniche », elle n'a qu'à l'envoyer avec un mot à l'*Emigration*, qui la détient tout le temps nécessaire. Cela évite des incidents ennuyeux. Ainsi aux Nouvelles-Hébrides, une planteuse abattit, un jour, d'un coup de fusil, sa cuisinière qui avait raté un plat; une autre dame usa du même moyen contre une engagée canaque que le mari trouvait à son goût. On fit bien comprendre à ces dames qu'elles auraient mieux fait de ne pas agir elles-mêmes. De même, à propos des colons qui faisaient des injections sous-cutanées d'essence de térébenthine aux engagés dont ils étaient mécontents, le gouverneur Guyon peut, à bon droit, écrire qu'il s'agit là d'abus regrettables.

Car l'*Emigration* n'hésite jamais à faire son devoir. Ainsi, des colons des Nouvelles-Hébrides qui avaient au plus haut point le souci de l'hygiène de leurs engagés, eurent un jour l'idée de faire une séance d'épouillage. Alors, les faisant mettre nus sur la plage, entremêlant artistement les sexes et soignant les positions, ils constituaient des tableaux vivants tout à fait esthétiques et prenaient des clichés ravissants. Soixante brutes de coolies, maris des congaïes exposées, eurent la stupidité de ne pas goûter ce divertissement, et, quittant la propriété contre tout règlement, allèrent porter plainte. Que fit l'Administration? Pas une seconde, elle n'hésita devant son devoir : elle coffra les « meneurs ».

Il semble cependant que le colon ne soit pas encore suffisamment protégé. M. Archimbaud, député, délégué de la Nouvelle-Calédonie, rapporteur du budget des colonies, président du groupe colonial de la Chambre et membre du Conseil Supérieur des Colonies, est, en effet, obligé de promettre à ses électeurs: « *plus de garanties aux colons qui emploient des travailleurs tonkinois et javanais et qui engagent, de ce fait, de grosses dépenses.* » Ce qui ne l'empêche pas de réclamer en même temps pour ses électeurs prolétaires blancs : « *l'application dans la colonie de la législation ouvrière métropolitaine, des lois sur la protection des travailleurs, les accidents du travail, etc.* »

Et puis il y a ces sacrés Chinois! Ceux-là ne veulent rien faire ; leur rendement est mauvais et ils ont dans leur contrat cette clause du rapatriement des cadavres en terre chinoise. Alors prenez le cas, par exemple, de la *Compagnie Minière Agricole* aux Nouvelles-Hébrides. Elle avait 400 engagés chinois. Elle en a perdu 80 en quelques mois. Que seront ses dividendes cette année si elle est réellement obligée de fournir des triples cercueils et de payer 80 fois le prix exorbitant que demandent les Compagnies de navigation pour le transport des macchabées ? Aussi, les cadavres sont toujours là. Advienne que pourra! Et prions Dieu que ne se renouvelle pas l'histoire que nous racontait Pierre Mille, à propos de ces engagés chinois de la côte d'Afrique. Ceux-là aussi voulaient le rapatriement des corps. Ils croyaient qu'il s'opérait régulièrement quand, un jour, ils découvrirent tous les cercueils embusqués dans une vallée. Indignés, ils désertèrent en masse et s'en furent servir de pâture aux bêtes de la brousse, causant ainsi une grosse perte à leur société.

Le Tonkinois 86 tué à coups de talon

En Indochine, les planteurs et les Compagnies minières ne voient pas d'un très bon œil leurs coolies partir dans le Pacifique. Ils ont peur qu'il ne leur en reste pas assez, ou d'être obligés de modifier les contrats qu'ils appliquent chez eux et qui sont encore plus durs. Aussi la presse indochinoise a-t-elle entrepris une vaste campagne contre l'émigration de la main-d'œuvre, et, comme les arguments économiques peuvent facilement être taxés d'égoïsme, son principal cheval de bataille est celui-ci : « Les engagés sont maltraités dans le Pacifique. » A l'appui de cette thèse, elle exploite sans difficultés tous les crimes, sévices, délits, attentats commis par les « engagistes » calédoniens et hébridais, sur la personne de leurs engagés. Cela finit par créer une situation très ennuyeuse et le gouverneur Guyon, qui tient à conserver ses esclaves jaunes, se voit dans l'obligation de faire quelques gestes symboliques.

C'est ainsi que l'on vit au printemps dernier, à Port-Vila, une chose singulière : le tribunal se réunissant pour juger un Français. Sa victime étant un Annamite — sujet français! — on avait réuni le tribunal français. Cela réjouissait bien plus notre fibre patriotique que l'habituel tribunal du *condominium* dont le président est espagnol et s'appelle, d'une façon fort rassurante, Bonesperanza. Port-Vila eut donc ses petites assises parisiennes. Il y eut quelques élégances.

Un employé de la maison Ballande, nommé Vincent, connu pour sa brutalité, était affecté à la surveillance des Tonkinois. Il allait si fort et avait déjà provoqué tant d'incidents que ses chefs lui avaient conseillé la prudence.

Un jour, un Tonkinois, le n° 86, déroba dans le « store » une bouteille de quinquina. Surpris par un employé, il fut corrigé comme il le méritait et la bouteille lui fut « débitée », c'est-à-dire portée à son compte sur son carnet de dettes. L'après-midi venu, le 86, se croyant légitime propriétaire de la bouteille, s'apprêtait à la boire avec des camarades. Il y avait là, si je me souviens bien, le 83, le 16, le 60 et cet excellent 49. Tout ce petit monde ne demandait qu'à se réjouir. Quand survint Vincent! L'ange vengeur de Ballande apercevant la bouteille aux mains du 86, bondit, fait pleuvoir les claques, enserre d'une corde le cou du 86, le jette à terre, le traîne, et, à coups de talon sur tout le corps, le tue. A vrai dire, ce sacré 86 trouva le moyen de ne pas mourir tout de suite et de manifester jusqu'au bout son mauvais caractère. Atteint d'une hémorragie interne

par éclatement de la rate, il tenta de se relever et de se diriger vers les bureaux pour porter plainte. Mais il titubait, et, finalement, tomba. On téléphona alors à la milice pour faire emboîter « un Tonkinois ivre ». Quelques minutes après, les miliciens arrivaient et — par hasard — le chef de l'*Emigration* en même temps. « Mais cet homme a une syncope, dit-il, envoyez-le plutôt à l'hôpital.... » C'était trop de bonté. L'homme dont l'abdomen se remplissait en vitesse de tout le sang que la rate perdait, rendait au bout de quelques instants sa vilaine âme jaune de 86.

Le soir, le magasin Ballande prenait feu. Les kilos de dynamite qu'il contenait se comportaient comme des produits de bonne qualité. Huit blancs étaient volatilisés et des indigènes en nombre indéterminé. Quelques jours après, la maison Ballande trouvant que les choses devenaient ennuyeuses, se désolidarisait publiquement d'avec Vincent, le flanquait à la porte et permettait ainsi au gouverneur Guyon de pondre un rapport où il ne s'agissait plus que d'une faute individuelle, et où éclatait la pureté de cœur des « engagistes ».

Enfin, au printemps, l'affaire venait devant le tribunal. Vincent, qui avait passé ses six mois de prévention à l'hôpital et à la pêche (il n'y a pas à Vila de prison pour les Européens), n'avait pas l'air trop anémié. Il était poursuivi pour « coups et blessures ayant déterminé la mort sans intention de la donner ». Comme il paraissait énervé et légèrement agressif, le président lui fit, à plusieurs reprises, très aimablement remarquer qu'il n'avait pas à se frapper, et qu'il n'était en aucune façon poursuivi pour meurtre. Cependant on sentait la condamnation sous roche. Pas grand'chose à signaler des débats si ce n'est la faiblesse des témoins blancs (à décharge) et la précision remarquable des témoignages tonkinois. Malgré les sollicitations de l'avocat, pas un des blancs n'eut le courage de dire : « Vincent n'a fait que ce que nous faisons tous. Il a été un peu fort, peut-être, mais si j'avais été à sa place j'en aurais peut-être fait autant. Les Annamites constituent une main-d'œuvre épouvantable. On est obligé d'user de violence avec elle. » Au lieu de cela, ils se sont perdus en considérations très vagues et, en somme, peu flatteuses sur le caractère de Vincent. Les petits Tonkinois témoins à charge, au contraire, hâves, maladifs dans leur petite blouse noire, ne se laissant pas intimider par l'appareil déployé et les questions insidieuses, dirent très exactement ce qu'il fallait.

L'avocat — un Belge — fut charmant. « Messieurs, dit-il, il ne s'agit pas d'une affaire Sacco et Vanzetti. On n'a encore parlé de l'affaire Vincent ni à Paris, ni à Londres, pas même à Saïgon et à Haïphong. » C'était dire : « Messieurs, si vous poursuivez, c'est sous la pression de l'opinion, mais tranquillisez-vous, nous sommes encore entre nous... »

Puis : « Vincent est poursuivi pour avoir frappé un indigène. Mais il n'a fait là que ce que j'ai fait moi-même et légalement. Etant administrateur au Congo Belge, j'ai fait appliquer des coups de chicotte (1) à bien des indigènes. Sans doute en France ce n'est pas permis, mais « ce l'est tout près d'ici, dans les colonies voisines. Et, d'ailleurs, il s'agit de savoir si le système étranger n'est pas bien préférable au nôtre. » Suivait une longue démonstration suivant laquelle l'absence de punition corporelle pour les indigènes constitue une « prime au vol », et d'où découlait la nécessité d'acquitter le « client ».

En fait, le client récolta dix-huit bons mois de tôle et, le soir, les blancs de Vila réclamant le droit au meurtre des indigènes, prenaient la résolution de se cotiser pour pourvoir Vincent en cassation... Devant un bon verre de whisky, un employé du tribunal philosophait : « Oui, cette condamnation était nécessaire... Tout de même, ils ne pourront pas continuer comme ça... Tenez, sous peu de temps, vient cette affaire des coups de revolver! Et puis, faut pas s'apitoyer sur les engagés... ce sont des gens pervers et têtus... tenez, je vais vous raconter l'histoire de ce type évadé de chez son planteur, repris par l'*Emigration*, et qui s'est suicidé simplement pour embêter l'*Emigration*, et plutôt que de retourner chez son engagiste... »

(1) Matraque en peau d'hippopotame.

Evasions, explosion, grèves

— Mais toutes ces histoires sont effrayantes. Les esclaves jaunes ne se défendent donc pas?

Bien sûr, ils se défendent et résistent, puisqu'il n'est pas un seul point du globe où n'entre en scène la lutte des classes dès qu'un homme tire d'un autre de la plus-value. La meilleure des preuves que les esclaves se défendent est fournie chaque jour par les nouvelles locales des journaux de Nouméa. C'est l'arrestation quotidienne, entre les chiens écrasés, de un, deux ou trois Tonkinois, Javanais ou « indigènes », pour « évasion de chez leur engagiste ». S'évader, c'est bien une forme de défense.

Et l'explosion Ballande?

Et l'histoire des Chinois de Makatéa ? Cette île, fief de la *Compagnie des Phosphates de l'Océanie*, mine de phosphate mise en valeur par des engagés chinois, fut, en 1926, le théâtre de grèves et de troubles pour lesquels il fallut faire venir le bateau de guerre de Nouméa.

Et l'état des esprits? Cette tension universelle et manifeste faisait dire à un journaliste qui s'efforce de présenter une lime à ongles au tigre impérialiste (1) : « Les Hébrides sont à la merci d'un agitateur. Et, prenez garde, si vous ne modifiez pas vos méthodes, vous l'aurez parmi vos engagés, le membre du Kuo-Min-Tang qui vous flanquera à la porte! »

« L'Australie contre la France »

C'est le titre d'articles parus l'année dernière dans la presse française et relatifs à l'agitation qui eut lieu en Australie en juin et juillet lors du passage du transport chinois *Haï-Mun*, à Townsville, et du *Ville-d'Amiens* à Melbourne. Ces deux bateaux étaient chargés de coolies pour les Hébrides. Le premier portait des Chinois de Kuan-Tchéou-Wan, destinés à la *Compagnie Minière et Agricole des Nouvelles-Hébrides* (ceux-là mêmes qui attendent en vain le rapatriement de leurs 80 cadavres), et le second des Tonkinois pour les cotonneries de la *Compagnie Coloniale de Vaté*. Arguant du principe de la « White Australia » (l'Australie blanche), les autorités australiennes firent des difficultés sans nombre pour la relâche des deux navires et les journalistes commencèrent une campagne en règle contre la traite des jaunes et pour les « droits de l'homme ». Force fut de renoncer à toucher les ports australiens et de créer, pour la traite, une ligne directe d'Asie en Calédonie. C'est naturellement l'universel Ballande qui se chargea de cette dernière entreprise.

Les mobiles de la campagne australienne étaient doubles : les uns purement capitalistes, les autres à base de solidarité prolétarienne.

Voyons les premiers. Comme vous le savez, les Nouvelles-Hébrides sont un *condominium* franco-anglais. Les intérêts anglais ont été supérieurs un moment, mais depuis quelques années, depuis l'inauguration de la traite des jaunes, la supériorité des

(1) On se demande pourquoi d'ailleurs : il n'aime pas la civilisation industrielle et autoritaire.

compagnies françaises est écrasante. A tel point que les Français réclament la fin du *condominium* et l'annexion pure et simple. Les journaux de Nouméa sont continuellement à répéter que le « pavillon suit la marchandise », ou, comme on dit en Australie : « La où sont les intérêts doit être la domination. »

Les Anglais voient naturellement d'un très mauvais œil cette supériorité économique et cette ambition politique. Mais, que faire ? Ils n'ont d'autre main-d'œuvre que les rares survivants indigènes! Ah! s'ils pouvaient, eux aussi, amener des « engagés » d'une autre colonie, ce serait simple ! Mais où les prendre ?

Les Chinois de Hong-Kong ne veulent plus rien savoir; les Indes n'en sont plus à l'époque où elles envoyaient leurs enfants dans le Sud-Afrique mourir dans les mines de diamant; quant aux colonies d'Afrique, cet immense empire du Cap au Caire, c'est un réservoir humain que des siècles de traite officielle n'avaient pu entamer, mais que cinquante ans de colonisation démocratique ont à peu près vidé. Alors? Alors puisqu'il n'y a plus rien à faire pour avoir de la main-d'œuvre engagée, il ne reste plus qu'à clamer l'immoralité de l'engagement. Cela va bien aux requins de Londres et de Sydney!

Cela va un petit peu mieux aux syndicats australiens. Car quelles que soient les apparences — et si masquée qu'elle soit — la solidarité prolétarienne reste un grand fait. Un événement éclatant pourra un jour la rendre visible pour tous... Cependant les prolétaires australiens paraissent avoir une grosse part de solidarité avec leur bourgeoisie. Ils sont syndiqués et continuellement en lutte, d'accord; ils ont développé le socialisme plus qu'en aucun autre pays, ils sont les prolétaires les mieux payés du monde, ils sont, à bon droit, fiers d'être parvenus — par leurs revendications constantes — à constituer la plus belle race et les plus beaux échantillons d'humanité; tout cela est une affaire entendue.

Mais comment sont-ils parvenus à ce résultat si ce n'est en défendant, eux aussi, le principe de *l'Australie blanche*, de la porte rigoureusement fermée aux prolétaires de couleur? Empêcher les camarades de venir travailler à côté de soi, ce n'est guère leur marquer de solidarité! Et, d'autre part, bougent-ils le petit doigt pour que les derniers indigènes de leur pays ne soient plus parqués dans des réserves et soient enfin traités en êtres humains? Non, la solidarité intercontinentale des travailleurs australiens ne paraît guère plus éveillée que la nôtre. Une complicité formidable pèse sur nos épaules. Nous n'avons rien fait tout le long des années que le capitalisme a employées à exterminer ses indigènes du Pacifique, et maintenant que la même entreprise se poursuit à deux pas de nous, dans « notre » Afrique noire, nous ne cherchons même pas à en connaître le détail!

Le Pacifique jaune

Ne comptons donc pas, pour laver les crimes du capitalisme blanc dans le Pacifique, sur une solidarité offensive et prochaine du prolétariat blanc.

De quoi donc les années à venir seront-elles faites? Eh bien, quoi qu'il soit ridicule de faire son petit prophète, plusieurs événements sont à envisager : le conflit entre le monde jaune et les Etats-Unis, le besoin d'émigration indiscutable des jaunes, leur aptitude à vivre en Océanie.

Comme vous le savez, un des points importants de la conférence de Washington était la réglementation de l'émigration jaune. Il y fut décidé que les immenses territoires vides d'Australie et d'Océanie, de même que ceux des Etats-Unis, seraient désormais interdits aux jaunes. Chinois et Japonais émigrent maintenant en Amérique du Sud et au Mexique (ce qui, d'ailleurs, en cas de conflit armé, constituera un grave danger pour les Etats-Unis).

Et nous parlions de l'aptitude des jaunes à vivre en Océanie. Effectivement, ils y constituent l'élément le plus prolifique et le plus vivace. On a beau leur fermer les portes, s'ils sont cent dans une île, ils y seront mille demain. Dans les îles de la Société, les Sous-le-Vent, les Fidji, chaque centre important a son cercle du Kuo-Min-Tang, et c'est souvent un des beaux bâtiments de la ville. A Papeete, le jour de la prise de Pékin, la ville était littéralement couverte de gais drapeaux rouges à étoile blanche. Mieux que cela, dans les archipels allemands que le traité de Versailles a donnés au Japon, on a remarqué un phénomène très curieux : les indigènes survivants se sont très rapidement japonisés ; nulle part, ils ne s'étaient européanisés.

Alors les choses se dessinent. Supposez les Etats-Unis vaincus dans la prochaine guerre, comme c'est probable et souhaitable (et le capitalisme avec eux). L'Océanie se couvrira immédiatement de la race solide et forte des travailleurs jaunes. Les blancs, qui n'auront su y faire que le vide, y seront pour toujours remplacés par ceux qui auront su y propager leur race.

Et l'humanité, délivrée de la maladie capitaliste dont elle aura failli périr, gardera un bien vilain souvenir à ce petit cap de l'Asie qu'on nommait Europe et d'où partaient, comme d'un membre infecté, tant de terribles toxines.

J. PÉRA.

" La guerre est là "

S'élever contre le bourrage de crânes a toujours été considéré comme un crime par les gouvernements. Aussi, qu'est-ce que je prends pour avoir dit que « la guerre n'était pas là » !

La *Vie Ouvrière* en a mobilisé un universitaire pour me traiter de menteur, près de deux colonnes durant.

Car pour ce Monsieur, dire que le pacte Kellog est une vaste fumisterie, mais qu'il n'est que cela, — c'est mentir ! Dire que les Puissances capitalistes ne désarmeraient pas, même s'il n'existait pas d'U. R. S. S., la guerre et la préparation à la guerre étant de l'essence même du capitalisme, — c'est mentir! Dire que s'appuyer sur l'ensemble des petites nations qui bordent à l'Est le bloc germain, est une idée de la bourgeoisie française bien antérieure à Octobre, — c'est mentir! Dire qu'il n'y a qu'à consulter la collection des journaux bourgeois (bien entendu ceux écrits pour les bourgeois et non ceux destinés au bourrage de crânes des petits-bourgeois et des ouvriers) pour constater qu'au moment de l'exil de l'Opposition, la bourgeoisie française n'avait que de la sympathie pour l' « homme d'Etat », le « réaliste » qu'était Staline, par opposition avec cet « agitateur », cet « extrémiste » de Trotsky, — c'est mentir! Et quant à prétendre que les capitalistes « accueillent avec satisfaction » les concessions qu'on leur accorde, — c'est être « en pleine aberration » ! Car, si les capitalistes acceptent des concessions en U. R. S. S., c'est sans doute pour M. Pittle, parce qu'ils y sont contraints et forcés !

Pauvre M. Pittle !

Rendez-vous en 1938, M. Pittle ! Rendez-vous en 1938, Monmousseau ! A ce moment, nous vérifierons d'une façon certaine quels étaient les menteurs, de ceux qui disent aujourd'hui : la guerre est là ! ou de ceux qui disent : pas de guerre avant dix ans ! — pas de guerre avant dix ans, sauf si la Révolution reprend d'ici là son cours en Russie. — R. L.

Pour sauver les déportés de Russie, chefs célèbres et militants obscurs

Bientôt une année se sera écoulée depuis que des milliers de révolutionnaires, combattants de la période héroïque, ont été déportés dans les régions les plus éloignées et les plus déshéritées de Russie.

La stupeur que provoqua la nouvelle de ces déportations, en janvier dernier, n'est pas encore dissipée. La presse orthodoxe demeure gênée et honteuse. *Nos Regards*, l'illustré du Secours Ouvrier International, parle comme d'une invraisemblance de Trotsky en exil. La *Vie Ouvrière*, elle, parle « des prétendues souffrances endurées par les Trotsky, Radek et Rakovsky dans les résidences où, en réalité, ils vivent confortablement, tout en étant mis dans l'impossibilité de nuire à la Révolution ». La presse tsariste de jadis parlait avec cette hypocrisie des déportés de Sibérie.

Dans ce pays comme dans l'univers entier, beaucoup se demandent encore s'il est vrai qu'un gouvernement ouvrier ait osé déporter ceux qui l'instaurèrent, il y a onze ans. Ils ne peuvent se faire à une telle idée. Mais ceux qui ne peuvent pas douter se demandent si l'on va se contenter d'une campagne platonique en faveur des déportés.

C'est ce qu'exprime la lettre suivante :

Longwy, le 11 *novembre,*

Les amis et abonnés de la Révolution Prolétarienne *soussignés, réunis à Longwy, s'étonnent de la campagne et du soutien purement platoniques en faveur de l'Opposition russe en exil;*

Indignés du sort réservé par le gouvernement russe à des révolutionnaires comme Trotsky, Rakovsky et leurs camarades;

Ils demandent au noyau de la Révolution Prolétarienne, *à tous les vrais révolutionnaires de France, et plus spécialement à Monatte et à Rosmer, d'organiser incessamment une tournée de réunions dans tous les centres industriels de France pour protester contre le traitement infligé aux premiers compagnons de Lénine et aux grands artisans de la Révolution russe;*

Pour leur part, ils expriment à Trotsky, à Rakovsky et à leurs camarades leurs sentiments de solidarité,

Et proclament leur ferme espérance que l'entente internationale révolutionnaire les fera revenir bientôt de leur exil, au grand profit du mouvement communiste.

MAUER, MOUGEOT, R...

P.-S. — Ci-joint 60 *francs en faveur de la future campagne réclamée par nous.*

La proposition de nos camarades de Longwy est trop naturelle pour que nous ne cherchions pas à la réaliser. Mais elle demande à être mise au point. Une protestation peut prendre d'autres formes qu'une tournée de réunions; elle ne peut, surtout, se limiter à cela.

Nous reprenons cette proposition et nous adressant à tous nos camarades, nous leur demandons : Qu'allons-nous faire, chacun dans son coin et tous ensemble? Comment marquer avec éclat l'anniversaire des déportations? Par quel moyens, divers et multiples, travailler à ramener d'exil les milliers de déportés, chefs célèbres et militants obscurs? Comment faire cesser, dans l'intérêt de la révolution russe elle-même, le scandale des déportations?

"L'HOMME OUVRIER"

A quelle date faisons-nous remonter l'apparition de l'homme sur la terre ? Au temps où se fabriquèrent les premières armes, les premiers outils... ...Ouvrons... un recueil d'anecdotes sur l'intelligence des animaux. Nous verrons qu'à côté de beaucoup d'actes explicables par l'imitation, ou par l'association automatique des images, il en est que nous n'hésitons pas à déclarer intelligents; en première ligne, figurent ceux qui témoignent d'une pensée de fabrication, *soit que l'animal arrive à façonner lui-même un instrument grossier, soit qu'il utilise à son profit un objet fabriqué par l'homme. Les animaux qu'on classe tout de suite après l'homme, au point de vue de l'intelligence, les singes et les éléphants, sont ceux qui savent employer, à l'occasion, un instrument artificiel. Au-dessous d'eux, mais non pas très loin d'eux, on mettra ceux qui* reconnaissent *un objet fabriqué : par exemple, le renard qui sait fort bien qu'un piège est un piège... L'invention devient complète quand elle se matérialise en un instrument fabriqué. C'est là que tend l'intelligence des animaux, comme à un idéal. Et si, d'ordinaire, elle n'arrive pas encore à façonner des objets artificiels et à s'en servir, elle s'y prépare par les variations mêmes qu'elle exécute sur les instincts fournis par la nature. En ce qui concerne l'intelligence humaine, on n'a pas assez remarqué que l'invention mécanique a d'abord été sa démarche essentielle, qu'aujourd'hui encore notre vie sociale gravite autour de la fabrication et de l'utilisation d'instruments artificiels, que les inventions qui jalonnent la route du progrès en ont aussi tracé la direction. Nous avons de la peine à nous en apercevoir, parce que les modifications de l'humanité retardent d'ordinaire sur les transformations de son outillage. Nos habitudes individuelles et même sociales survivent assez longtemps aux circonstances pour lesquelles elles étaient faites, de sorte que les effets profonds d'une invention se font remarquer lorsque nous en avons déjà perdu de vue la nouveauté. Un siècle a passé depuis l'invention de la machine à vapeur, et nous commençons seulement à ressentir la secousse profonde qu'elle nous a donnée. La révolution qu'elle a opérée dans l'industrie n'en a pas moins bouleversé les relations entre les hommes. Des idées nouvelles se lèvent. Des sentiments nouveaux sont en voie d'éclore. Dans des milliers d'années, quand le recul du passé n'en laissera plus apercevoir que les grandes lignes, nos guerres et nos révolutions compteront pour peu de chose, à supposer qu'on s'en souvienne encore; mais de la machine à vapeur, avec les inventions de tout genre qui lui font cortège, on parlera peut-être comme nous parlons du bronze ou de la pierre taillée; elle servira à définir un âge. Si nous pouvions nous dépouiller de tout orgueil, si, pour définir notre espèce, nous nous en tenions strictement à ce que l'histoire et la préhistoire nous présentent comme la caractéristique constante de l'homme et de l'intelligence, nous ne dirions peut-être pas* Homo sapiens (*l'homme raisonnable*), *mais* Homo faber (*l'homme ouvrier*). *En définitive,* l'intelligence, envisagée dans ce qui en paraît être la démarche originelle, est la faculté de fabriquer des objets artificiels, en particulier des outils à faire des outils, et d'en varier indéfiniment la fabrication.

Henri BERGSON.

(*L'Evolution Créatrice.*)

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Faut-il revendiquer la journée anglaise ?

Réponse de J. Rouméguère des Métallurgistes parisiens

Très heureux de l'initiative de la ligue au sujet de la journée anglaise, qui, à mon avis, devrait déjà être une revendication des organisations ouvrières.

Je me déclare partisan de la journée anglaise dans son application intégrale et sans dérogations, c'est-à-dire 44 heures par semaine, huit heures avec arrêt de 1/4 d'heure ou 20 minutes pour casser la croûte à midi.

J'ai travaillé pendant plus d'un an dans une usine métallurgique en Angleterre, comme tourneur, à Cardiff (pays de Galles), et j'ai pu apprécier les avantages sous tous les rapports de ce système.

Nous commencions notre travail à huit heures ; à midi arrêt de 20 minutes pour le casse-croûte et repos ; nous finissions la journée à 4 heures.

Le samedi nous commencions également à huit heures et nous finissions à midi.

Toutes les branches du commerce, alimentation entre autres, avaient des heures de prise du travail différentes. Certaines commençaient à 10 heures, finissaient à 6 heures, d'autres commençaient à midi pour finir à 8 heures. Tout était adapté de façon que le commerce ne soit pas paralysé et que les travailleurs puissent faire leurs achats quotidiens. Le samedi à 1 heure tout fermait, sauf les magasins d'alimentation qui restaient ouverts jusqu'à minuit, le dimanche étant jour de repos pour tout le monde.

Les avantages de la journée anglaise ? Voici ceux que je vois :

1° Un peu plus de bien être dans notre existence de travailleurs : finies les longues journées !

Car en France nombreux sont les travailleurs qui habitent loin du lieu de travail et qui sont de ce fait obligés de se lever de fort bonne heure (5 heures et même plus tôt) pour commencer à l'usine à 7 heures ou 7 heures et demie, ou au bureau à 8 heures. Sortis de l'usine à 6 heures ou 6 heures et demie, suivant les moyens de transport dont ils disposent, ils ne rentrent guère chez eux avant 7 h. 1/2 ou 8 heures du soir.

A l'heure où l'ouvrier quitte l'usine actuellement, avec la journée anglaise il sera déjà rentré chez lui.

Il aura plus de liberté et pourra se consacrer davantage à son organisation syndicale et à son éducation, ayant un repos plus long et passant moins d'heures en dehors de son foyer.

2° La journée anglaise serait plus facile à faire respecter que la loi de huit heures qui est continuellement violée par des inconscients qui, après avoir pris un confortable repas à midi, font une autre journée, fait courant dans notre industrie.

Par la faiblesse de nos organisations syndicales, nous sommes incapables de réagir devant une telle situation.

3° Une économie assez appréciable dans le budget familial. Nombreux sont les ouvriers qui prennent leur repas de midi au dehors. Pendant le temps dont ils disposent pour ce repas, ils se créent des dépenses inutiles ; nous pouvons, sans exagérer, avec les prix des repas actuellement dans les restaurants, compter une dépense totale de 12 à 15 francs ; si la compagne travaille également il faut multiplier par deux.

Avec l'application de la journée anglaise, le plus fort repas se ferait au foyer et reviendrait bien moins cher qu'au restaurant ; le casse-croûte du matin, avant de partir, remplacerait le repas de midi.

Le soir, les ménagères rentrant plus tôt chez elles, au lieu d'acheter leurs aliments au mercanti du coin, auraient le temps de faire leurs achats à meilleur compte et de faire des plats copieux qui reviennent bien moins cher.

Des inconvénients ? je n'en vois pas ; mais des difficultés d'application, j'en vois énormément.

Ancrés dans les vieilles coutumes, les travailleurs se croiront perdus si on leur supprime ce « bon repas de midi ». Car, ayant eu l'occasion de travailler dans différents pays, je suis obligé de reconnaître qu'en France la question du ventre prime ; les repas que nous faisons à midi sont des petits banquets quand on les compare à ceux des travailleurs d'autres pays.

Je crois que du côté patronal nous trouverons de grandes difficultés. Finies les heures supplémentaires, quand l'habitude sera prise de rentrer de bonne heure et de jouir de sa liberté.

Je crois aussi que la journée anglaise rencontrera chez les cafetiers et les restaurateurs une très vive opposition, et que par leurs organisations, qui sont puissantes, et les nombreux parlementaires qui leur sont dévoués, ils s'opposeront vigoureusement à une loi qui viendrait démolir en partie leur commerce et réduire leurs bénéfices d'exploiteurs de la classe ouvrière.

J. Rouméguère.

Réponse de P. Berlot des Cheminots de l'Est

La journée anglaise a déjà fait l'objet d'enquêtes de certains journaux, et notamment de l'*Œuvre*.

Les personnes consultées répondaient surtout du point de vue de leur intérêt personnel. Le restaurateur, par exemple, protestait. Il avait bien soin, de mettre en avant, non pas son intérêt personnel évident, mais la crainte de voir jeter sur le pavé les salariés des restaurants, bouillons, etc, argument qui semble avoir sa valeur.

Habitudes. — Bouleversement certain de celles-ci. Mais n'ont-elles pas été bousculées lorsqu'on a établi l'heure d'été qui a soulevé tant de controverses et à laquelle chacun s'est si bien habitué. Les cheminots du service des trains et certaines autres catégories d'ouvriers ont bien pris chez leurs parents des habitudes qu'ils ont dû perdre devant les exigences de leur métier ; ils prennent leurs repas à toute heure du jour.

Période de travail. — Il semble à certains qu'on ne pourrait d'une seule traite, coupée d'un léger casse-croûte, accomplir 8 heures d'un travail parfois pénible.

Or, dans les mines, chez les cheminots et dans certaines industries de jour et de nuit où le système dit des trois-huit est en vigueur, les intéressés ne protestent pas d'accomplir leur journée en une fois. L'adaptation est rapide.

Vie de famille. — C'est le gros argument des protagonistes de la réforme. En déduisant 15 ou 30 minutes pour la collation de midi, l'ouvrier serait donc chez lui une heure trente ou une heure quarante-cinq de plus. Cela n'est pas négligeable, mais cela impo-

sera à la femme un surcroît de travail. La préparation d'un repas *complet et substantiel* le matin exigera un lever beaucoup plus matinal, même en tenant compte du décalage d'une heure pour le début du travail. Avec les habitudes actuelles l'ouvrier se lève tout juste à temps pour faire sa toilette, déjeuner et partir. Encore en est-il de nombreux qui, faute de temps ou faute d'installation indispensable (pas de gaz et pas de lampe à alcool) avalent hâtivement un café chez le bistro. N'est-il pas à craindre que le « repas substantiel » soit pris dans les mêmes conditions ?

Economie. — Aucune sur la nourriture, puisque le repas actuel de midi sera pris le matin et vice-versa. Plutôt un accroissement de dépense, car la collation de midi, à emporter, sera sans doute un peu plus copieuse que le petit déjeuner actuel pris chez soi. Davantage d'éclairage le matin en hiver, le lever étant avancé. Nécessité d'allumer la cuisinière pour pouvoir manger dans une température normale. Rallumage plus tôt le soir, la rentrée s'effectuant une heure plus tôt. Et bien certainement même heure pour le coucher.

Personnel de l'alimentation. — Outre l'argument cité plus haut du danger de suppression de nombreux emplois, il apparaît que le personnel de l'alimentation au lieu de commencer son travail plus tard, devra au contraire en avancer le début, sans pouvoir récupérer le soir. Restaurants du matin.

Enfants. — Dans les trop nombreux ménages où la femme doit travailler pour un salaire d'appoint, les heures actuelles coïncident sensiblement (en tenant compte des classes de garde). Il n'en serait plus de même si les parents ne rentraient pas à midi. On ne saurait songer à faire faire aux enfants leurs six ou sept heures d'étude d'une seule traite. D'autre part, les cantines ne semblent pas outillées pour servir un nombre considérable de repas. De plus, les cantines n'existent pas partout, et en province elles sont à peu près inexistantes.

Conclusions. — Les avantages du projet ne semblent pas tels *en l'état actuel des choses,* qu'il faille tout bouleverser pour l'appliquer.

Il n'en serait pas de même si l'on voulait *au préalable* faire les réformes qui s'imposent.

Une première condition semble essentielle : celle de rapprocher le lieu de travail du lieu d'habitation. Moyens : décentralisation des usines et des grands magasins ; extension, prolongement, intensification des moyens de locomotion ; création de cités-jardins avec un programme d'habitations à bon marché, en substituant les droits de la collectivité à ceux des lotisseurs. Ou bien construction de vastes immeubles avec appartements sinon luxueux, du moins confortables : eau, gaz, électricité, chauffage central.

L'ouvrier, l'employé, se plaisant alors chez lui, soit à la ville, soit dans la banlieue ou la grande banlieue, voudra s'y voir le plus souvent possible et demandera alors l'application de la journée dite anglaise.

Mais vouloir l'appliquer auparavant serait aller au devant de déceptions et de protestations certaines.

P. BERLOT.

NOTES ET REMARQUES

× × Dumoulin constate, dans le *Populaire* (12 novembre), que Poincaré s'est déclaré disposé à s'inspirer du programme de la C. G. T. « Lui aussi... ». Dumoulin conclut : « Ils (les travailleurs syndiqués) conviendront qu'il est des méthodes d'enveloppement pratiquées par la bourgeoisie qui commencent à devenir bien gênantes. » Il est temps de s'en apercevoir, en effet.

× × Au Congrès de l'Union confédérée de l'Allier et de la Creuse (11 novembre) une résolution des petits cheminots de Cosne demandant que les Congrès des Unions départementales se réunissent avant le Congrès confédéral, fut repoussée sans discussion. Le centralisme de la rue Lafayette ressemble comme un frère au centralisme de la rue Grange-aux-Belles.

× × Monmousseau prophète : dans la *Vie Ouvrière* du 16 novembre il écrivait : « Paul-Boncour et Jouhaux resteront délégués du gouvernement d'Union Nationale à Genève. » Le même jour, Boncour publiait sa démission, et le lendemain, Jouhaux l'imitait. Encore une fois, Monmousseau avait vu juste.

× × Au cours d'un conférence qu'il fit à Nantes le 15 novembre, Fimmen, secrétaire de l'Internationale des transports a déclaré que la grève locale était périmée. Cependant, la grève des dockers de Bordeaux, grève locale, a bien réussi. Faudrait-il donc dormir sous l'orme, en attendant la possibilité de mouvements nationaux et internationaux?

× × Semard dénonce, dans l'*Humanité* du 20 novembre, « l'utopie » du boycott des fabrications de guerre. C'est comme une frénésie qui pousse les Semard à cracher sur tout ce qui est venu au monde avant eux. Car, le boycott collectif des fabrications de guerre, la grève dans les usines de guerre, nous devrons bien l'organiser si nous voulons vraiment transformer la guerre impérialiste en guerre civile. On ne tuera pas la guerre impérialiste avec une résolution de comité central.

× × Souci de la vérité : la *Vie Ouvrière* a publié une petite ordure sur notre ami Marzet; nous ne nous abaisserons pas à répondre à quelque chose d'aussi bas. Mais pourquoi la *V. O.* a-t-elle intitulé son filet : « Nos autonomes »? Parce qu'elle n'a pas osé écrire : « Nos exclus ». On ne doit pas savoir que ce sont ses amis qui ont mis à la porte de la C. G. T. U. le vieux syndicat des casquetiers parisiens.

Le Courrier de la Ligue

Dans la Vie Ouvrière, *un méprisable individu attaque le camarade Thibaudeau, des dockers de Bordeaux, qu'il accuse d'être l'auteur de la lettre publiée dans le « Courrier de la Ligue » du dernier numéro. L'individu en question s'est magistralement mis le doigt dans l'œil, car l'auteur de cette lettre n'était pas du tout Thibaudeau. En réponse à ses attaques, Thibaudeau s'est décidé à prendre la plume à son tour; il nous adresse les lignes ci-après :*

Bordeaux, 25 novembre.

Thibaudeau, en tant que membre du comité de grève, n'a jamais recherché que l'unité de front des grévistes, ne voulant que l'intérêt général des dockers. Malgré la manœuvre d'Herclet, représentant d'une firme bien connue, cette unité à la base n'a pu être brisée; elle a été conservée.

A l'assemblée générale du samedi 10 novembre, Herclet présentait un vote de défiance au comité de grève en proposant l'entrée de certains copains dockers pour l'élargissement de ce comité dans lequel il voulait être l'indispensable.

Le comité de grève sentant la suspicion et le danger pour l'unité qui avait régné jusqu'à ce jour, donna sa démission.

Herclet retira donc sa proposition, qui avait fait long feu et l'assemblée des grévistes vota à l'unanimité la confiance au comité de grève.

Si Thibaudeau était sorti de la salle sous les huées de ses camarades, il ne se serait jamais représenté au comité de grève n'ayant plus la confiance de ces derniers. Le lendemain matin, dimanche 11 novembre, place Mabit, nouvelle tactique d'Herclet qui réfute l'argumentation de la veille et demande à l'assemblée de voter la confiance au comité de grève, en donnant une poignée de main au camarade Andreu injurié la veille, et, cela aux applaudissements de tous les camarades.

« Thibaudeau furieux » reste le défenseur de l'unité syndicale malgré ceux qui en parlent toujours et ne la veulent jamais.

« Thibaudeau furieux » sans fil à la patte, ne représentant aucune firme, mais restant syndicaliste, et luttant pour l'unité syndicale, est heureux de la victoire des dockers et du résultat obtenu par un front unique indissoluble.

THIBAUDEAU.

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

DIMANCHE 11 NOVEMBRE. — Constitution du nouveau cabinet Poincaré sans les radicaux.

— Ayant obtenu le respect des huit heures, les « traminots » de Tunis reprennent le travail.

LUNDI 12. — Le Congrès de la Fédération autonome des fonctionnaires examine le problème des traitements.

— Rentrée, sur ordre du comité de grève, des ouvriers du Textile de Darnétal.

— Libération de Provost, l'un des condamnés du procès dit « d'espionnage ».

Allemagne. — Le tribunal du travail de Duisbourg rend un jugement favorable aux patrons métallurgistes de la Ruhr.

MARDI 13. — Grève des papetiers de la vallée de l'Aa, dans le Pas-de-Calais.

JEUDI 15. — La Chambre approuve la déclaration ministérielle ; abstention des radicaux.

VENDREDI 16. — Paul-Boncour abandonne sa délégation à la Société des Nations.

— Reprise du travail des employés de tramways de Nice après accord sur l'augmentation des salaires.

— A Bourges, Cornavin est condamné à six mois de prison.

Allemagne. — Le Reichstag décide que la construction du croiseur-cuirassé sera poursuivie.

SAMEDI 17. — Jouhaux imite Paul-Boncour, mais conserve ses délégations au B. I. T. et au Conseil national économique.

— Les dockers bordelais approuvent l'accord établi devant Poincaré et Loucheur et votent la reprise du travail pour lundi.

— Libération de Depouilly, autre condamné du procès dit « d'espionnage ».

— A Douai, entrevue des vieux syndicats de mineurs avec les compagnies : une légère augmentation des salaires est obtenue.

DIMANCHE 18. — Grève des toucheurs de bestiaux de la Villette.

LUNDI 19. — Au Conseil Municipal de Paris, débat sur le plan Z.

— Session du Conseil Supérieur du Travail.

— Après une manifestation sur la voie des cheminots grévistes de Provence, trois militants sont arrêtés, puis relâchés.

MARDI 20. — Une explosion à la cartoucherie de Vincennes tue quatre ouvriers.

— Le Conseil des Ministres décide que Paul-Boncour ne sera pas remplacé.

MERCREDI 21. — Arrestation, en Belgique, d'Angelo Bartoloméi, qui tua à coups de revolver le curé fasciste de Jœuf.

JEUDI 22. — Les ouvriers des autres catégories des abattoirs de la Villette et de Vaugirard décident de se joindre aux bouviers en grève.

— Leboursier, délégué de la C. G. T. U., et Lavaud, docker gréviste, sont condamnés à Bordeaux à quatre mois de prison.

VENDREDI 23. — Session du Conseil national économique.

SAMEDI 24. — Les délégués des grévistes des abattoirs repoussent l'arbitrage de la commission municipale.

Allemagne. — Le tribunal du travail de Dusseldorf se prononce en faveur des métallurgistes lock-outés.

DIMANCHE 25. — Les « petits cheminots » de Provence, ayant satisfaction, décident la reprise du travail.

La mort courageuse de Della Maggiora Le fascisme poursuit son œuvre de mort. Le 17 octobre, on fusillait le communiste italien Della Maggiora. Le récit de l'exécution, tiré de *la Défense*, l'organe du Secours rouge, montre comment savent mourir les révolutionnaires :

Della Maggiora descendit du camion avec agilité. Les mains liées, il traversa trois rangs de miliciens, et se dirigea d'un pas ferme vers le poteau, regardant bien en face les miliciens. Au moment où on lui enlevait les menottes pour lier ses bras au poteau, un cri retentit : « *A bas le fascisme !* »

La voix de Della Maggiora, calme et forte, parvint jusqu'aux sections de la milice les plus éloignées, au-delà du cimetière.

Pendant ce temps, le prêtre s'était approché du condamné. Il exhorta Della Maggiora à se repentir du meurtre des deux fascistes et à demander pardon à Dieu pour toutes ses fautes. Très courtoisement, Della Maggiora expliqua au prêtre pour quelles raisons il ne pouvait accepter ses services : c'était un matérialiste, un communiste, il ne se repentait de rien... il ne pardonnait à personne. Le seul espoir qui le soutenait était la certitude de la révolution prolétarienne.

Alors, le prêtre s'éloigna. Le consul de la Milice, Caro Pirelli, s'approcha de Della Maggiora pour lui bander les yeux ; mais le condamné demanda d'être fusillé les yeux découverts. Croyant son exécution imminente, Della Maggiora cria à nouveau, à très haute voix :

« *Vive la révolution prolétarienne !* »

A dix pas de lui, le peloton qui devait le fusiller prenait position ; il était composé de douze fascistes choisis parmi ceux du village natal de Della Maggiora. Le condamné les observa attentivement et il eut, sur les lèvres, comme un sourire en les reconnaissant l'un après l'autre. Dans l'instant que le consul de la milice commanda : « En joue ! » Della Maggiora cria de toutes ses forces :

« *Vivent les Soviets!* »

La mort fut immédiate.

***

« Relations harmonieuses » A l'assemblée générale de la « Léna Goldfields », réunie le 19 novembre à Londres, le président, après un exposé des travaux dans les concessions en Russie, s'est exprimé de la façon suivante, si nous en croyons l'*Information :*

Vous ne vous attendrez pas avec raison à ce que je fasse ici de la politique. Cependant vous jugerez que nous sommes problablement mieux placés pour savoir ce qui se passe en Russie que d'autres qui jugent la situation de loin. Nous sommes retournés dans ce pays à titre d'hommes d'affaires pour exploiter, en vertu d'une concession, les propriétés dans lesquelles nous étions auparavant intéressés. Naturellement, dans une aussi vaste entreprise, des problèmes se posent qui n'auraient pas pu être prévus lors de la rédaction de l'accord avec le gouvernement russe ; or, dans toutes les discussions relatives à ces questions, nous avons trouvé les autorités disposées à prêter l'oreille à des suggestions raisonnables. Je pense que rien ne pourrait mieux exprimer nos relations harmonieuses avec le gouvernement russe que le fait suivant : bien que notre entreprise soit dans la phase de développement, le gouvernement des Soviets a consenti à stabiliser pour une période de trois ans l'avance qui nous a été faite, et c'est l'expérience du traitement que nous avons reçu qui nous conduit à envisager en toute confiance l'avenir de notre entreprise.

***

La Ligue des Dames des P. T. T. s'est dissoute Une assemblée générale de la Ligue des Dames des P. T. T., a décidé, le 25 octobre dernier, la dissolution de celle-ci et l'entrée dans le syndicat confédéré des agents. Voici la conclusion de la résolution votée :

La « Ligue des Dames » est convaincue que son action a heureusement influencé les nouvelles directives syndicales. En effet, aujourd'hui, plus de vœux platoniques votés dans les Congrès, plus de position de repli avec 2.000 francs d'écart, mais la revendication posée dans toute son intégralité, c'est-à-dire l'assimilation complète et sans réserve entre les dames employées et les commis : tel est le programme actuel du syndicat.

La « Ligue des Dames » applaudit à ce programme et rend hommage aux nouveaux dirigeants du syndicat

qui, par leur action droite, franche et loyale, ont su regagner la confiance du personnel féminin.

Aussi la « Ligue des Dames » n'ayant jamais eu en vue que l'intérêt du personnel féminin, croit devoir aujourd'hui disparaître pour mieux soutenir et propulser l'action syndicale, action entièrement conforme à la sienne.

La « Ligue des Dames » accomplit son geste à la veille même où une décision administrative va couronner dix-huit mois d'efforts. Elle donne par là le plus bel exemple de désintéressement, d'abnégation personnelle, et aussi d'esprit syndical.

Elle demande à tout le personnel féminin de la comprendre et de la suivre.

Vive le salaire égal !

Vive l'union de tous les travailleurs sans distinction de sexe !

⁂

Au paradis du prolétariat Nous n'avions pu encore caser la description qu'on va lire et que nous avions extraite du *Paris-Times*. Puisse-t-elle faire réfléchir ceux qui croient que l'Amérique c'est le paradis du prolétariat. Voilà un témoignage, qui ne peut être taxé de partialité, de la barbarie capitaliste aux Etats-Unis :

Pittsburgh (Pensylvanie), 3 septembre. — La grève des mineurs dans la région houillère de Pensylvanie (1) en est à son quinzième mois, sans qu'apparaisse le moindre espoir de mettre fin à ce que beaucoup considèrent comme la plus terrible lutte économique qu'aient jamais connue les Etats-Unis. 11.000 mineurs sont en grève dans les environs de Pittsburgh; leur situation est désespérée et le devient de plus en plus au fur et à mesure que les mois passent.

...La grève dure depuis déjà deux étés et un hiver; les familles des mineurs voient avec terreur l'approche de l'automne, car celui-ci signifie un autre hiver de rationnement, le manque d'abris, et autres terribles choses.

Broughton est un village typique de mineurs. Les mineurs et leurs familles y vivaient dans des maisons construites par la Compagnie. Mais, quand la grève éclata, 3.000 familles furent expulsées de leurs demeures et forcées d'aller chercher un abri ailleurs. Le syndicat s'arrangea alors pour louer un terrain en face des maisons de la Compagnie, et là s'élèvent maintenant des « baraques » qui abritent les grévistes.

Ces baraques sont faites en planches de sapin d'un pouce d'épaisseur, et couvertes de papier goudronné. D'ordinaire, elles sont élevées de quelques pieds au-dessus du sol, car la plupart sont construites sur un sol fangeux; elles sont divisées en pièces de 18 pieds de long sur 16 de large, dont chacune peut être divisée à son tour en une cuisine et une chambre à coucher.

Ces baraques sont effroyablement froides en hiver à cause de la faible épaisseur des murs et des nombreux trous qu'ils renferment. Pendant l'été dernier, elles furent insupportablement chaudes, le soleil dardant sans pitié ses rayons sur le mince toit plat. Quand il pleut, le toit goutte. Quant aux installations sanitaires, elles sont naturellement très primitives. Les autorités sont dans la crainte constante d'une épidémie. Il n'y a pas de cabinets.

De l'autre côté de la rue sont les maisons de la Compagnie, dont les mineurs et leurs familles sont expulsés depuis plus d'un an. Ce ne furent jamais des demeures bien plaisantes cependant elles paraissent maintenant des « palaces », en comparaison des horribles « baraques ». Leurs fenêtres ont été fermées avec des planches. Seuls des enfants jouent sur le pas des portes abandonnées, les parents ne traversent jamais la rue, car de l'autre côté c'est propriété de « la Compagnie », gardée par la police de « la Compagnie ».

A Brougthon, comme dans tous les autres villages miniers, la nourriture a été un problème difficile, en dépit des efforts des Comités de secours. Brougthon vécut presque exclusivement cet hiver de farine, de pommes de terre et de haricots. Au printemps et à l'été les grévistes peuvent se procurer une petite quantité de légumes verts. Ces derniers mois une certaine quantité de lait, d'œufs et de fruits a pu également être envoyée.

Personne, autant qu'ont pu en juger les Comités de secours, n'est mort de faim. Les enfants ont encore assez belle apparence, mais les apparences sont trompeuses, et la demi-famine qu'ils endurent du fait d'une nourriture qui manque des éléments essentiels à la croissance, aura certainement ses effets plus tard.

(1) La Pensylvanie est l'Etat le plus riche, le plus industriel, et le plus « libéral » des Etats-Unis. Il comprend deux grands gisements de charbon, l'un d'anthracite, l'autre de houille ordinaire; c'est de ce dernier seul qu'il s'agit.

ENTRE NOUS

Pas de grand « Entre nous » cette quinzaine. Ce Péra nous a diablement pris de la place avec sa grande étude de la traite des Jaunes dans le Pacifique. Mais personne ne regrettera que nous ayons donné son travail d'un seul coup.

UNE TABLE DES MATIERES

La fin de l'année approche et nous voudrions publier, avec notre numéro du 15 décembre, le dernier de l'année, la table des matières des quatre années de la R. P. On nous l'a demandée souvent, car sans elle, comment retrouver l'article auquel on veut se reporter?. Cependant, nous ne pouvons manger quatre pages du numéro; nous devons envisager un tirage à part, encarté dans le numéro. Mais un tirage à part, cela coûte quelque argent. Notre situation financière ne nous permet pas cette dépense supplémentaire et nous voilà obligés de nous retourner vers nos amis, et de leur demander un effort pour grossir la souscription. Grosso modo, *la table des matières nous reviendrait à 500 francs; nous ne croyons pas qu'il soit impossible de réunir cette somme, étant donné l'intérêt que présentera la table pour ceux qui conservent la collection de la revue.*

LA COUVERTURE

De divers côtés, on nous a réclamé, avec raison, un papier de couverture plus clair, plus voyant. A partir du 1er janvier 1929, nous reviendrons donc à la couverture orange, comme celle que nous avions au début de l'année.

SOUSCRIPTIONS DE LA QUINZAINE

M. Pelletier (Seine), 2 fr. 50; Leblanc (Aisne), 10; Castex (Seine), 20 ; Crespo (Alger), 10 ; Alexandre (Seine), 10 ; Robert (Loire), 10 ; Matray (Loire), 5 ; Chapot (Loire), 10 ; Anonyme 10 ; Anonyme, 5 ; Ranc (Loire), 2 ; J. Chevalier (Loire), 5 ; Illisible (Loire), 5 ; Illisible (Loire), 2 ; Henri Bordes (Rhône), 10 ; André Lebey (Seine), 10. — Total 126 fr. 50.

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Seine, 1 ; Aisne, 1 ; Alger, 2 ; Alpes-Maritimes, 1 ; Aude, 1 ; Gard, 1 ; Hérault, 2 ; Jura, 1 ; Loire, 2 ; Haute-Loire, 1 ; Nord, 1 ; Pas-de-Calais, 1 ; Puy-de-Dôme, 1 ; Basses-Pyrénées, 3 ; Rhône, 4 ; Savoie, 1 ; Haute-Savoie, 1 ; Somme, 1. — Total : 26.

RECTIFICATION

Dans la réponse de Schiavo (dernier numéro) lire, page 9, 2e colonne, alinéa commençant par « Si je ne représentais rien... » : « Demandez donc au syndicat unitaire d'inscrits d'Oran *ce qu'il a été fichu de faire pendant ce temps et quelle est son action de classe. »*



Le Gérant : V. Godonnèche
Imp. Labor, 8, boul. de Vaugirard, Paris

LA “RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE”

VA AVOIR QUATRE ANS

Au cours de ses trois premières années d'existence, la Révolution Prolétarienne a publié notamment :

R. Louzon.	— LA DEMOCRATIE EST-ELLE ENCORE POSSIBLE ?	(N° 1, JANVIER 1925)
A. Rosmer.	— LA LEGENDE DU TROTSKYSME.	(N° 2, FEVRIER 1925)
J. Péra.	— UN COUP D'ŒIL AUX BALKANS.	(N°s 2 et 3, FEVRIER et MARS 1925)
V. Delagarde.	— LES CONGRES D'USINES DE LA METALLURGIE PARISIENNE.	(N° 5, MAI 1925)
R. Louzon.	— VIVE LA REPUBLIQUE RIFAINE !	(N° 7, JUILLET 1925)
P. Monatte.	— « ILS N'ONT RIEN APPRIS »	(N°s 8 et 9, AOUT et SEPTEMBRE 1925)
***	— ENQUETE SUR L'UNITE SYNDICALE.	(N°s 8, 9, 10, AOUT, SEPT et OCT. 1925)
A. Rosmer.	— LE FASCISME EST-IL LA ?	(N° 12, DEC. 1925)
P. Monatte.	— QUAND SONNERA L'HEURE DE L'UNITE ?	(N°s 13,14 et 16, JANV. FEV. et AVRIL 1926)
B. Giauffret.	— AU PAYS DES FLEURS.	(N°s 17 et 18, MAI et JUIN 1926)
R.-W.Potsgate.	— LA GREVE GENERALE ANGLAISE.	(N° 18, JUIN 1926)
Marcel Martinet.	— CONTRE LE COURANT.	(N° 19, JUILLET 1926)
R. Louzon.	— AVEC LA STABILISATION, LA CRISE APPROCHE	(N° 20, AOUT 1926)
P. Monatte.	— LE SCANDALE DE LA DIRECTION UNIQUE.	(N° 21, SEPT. 1926)
Ed. Berth.	— PROUDHON ET MARX.	(N°s 21, 22 et 23, SEP., OCT. et NOV. 1926)
A. Chliapnikov.	— LA VERITE SUR L'OPPOSITION OUVRIERE.	(N° 22, OCTOBRE 26)
Boris Souvarine.	— LA « DEFAITE » DE L'OPPOSITION.	(N° 23, NOV. 1926)
R. Louzon.	— LE FASCISME RISQUERA-T-IL LA GUERRE ?	(N° 24, DEC. 1926)
N. Lazarevitch.	— LE VIIe CONGRES DES SYNDICATS RUSSES.	(N° 28, 15 FEV. 1927)
M. Chambelland.	— LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE.	(N° 29, 1er MARS 1927)
U. Thévenon.	— LES MINEURS DE LA LOIRE.	(N° 32, 15 AVRIL 27)
A. Mahouy.	— LE CONFLIT CITROEN.	(N° 34, 15 MAI 1927)
J. Cévenol.	— LA MOBILISATION TOTALE.	(N° 35, 1er JUIN 1927)
A. Ransome.	— DANS LA CHINE NATIONALISTE.	(N°s 36,37,38. 15 JUIN 1er et 31 JUILLET 27)
P. Monatte.	— AU CONGRES DE LA C. G. T.	(N°s 39,41,42,1er AOUT, 1er et 15 SEP. 1927)
La Ligue Syndicaliste.	— DEUX ANNEES D'ACTIVITE DE LA C. G. T. U.	(N° 40, 15 AOUT 1927)
A. Rosmer.	— LA DICTATURE STALINIENNE ET LA LIQUIDATION DU COMMUNISME.	(N° 47, 1er DEC. 1927)

LES SUIVEURS NE LA LISENT PAS
MAIS LES VÉRITABLES RÉVOLUTIONNAIRES
S'Y ABONNENT ET LA PROPAGENT